

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202569]

## 26 AVRIL 2018. — Décret relatif au Code wallon du Patrimoine (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à la région de langue française.

Chapitre I<sup>er</sup> — *Dispositions modificatives*

Section 1. — Modifications apportées au Code wallon du Patrimoine

**Art. 2.** Les articles 185 à 252 du Code wallon du Patrimoine sont remplacés comme suit :

« Code wallon du Patrimoine

TITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Cadre général*

Article 1<sup>er</sup>. Le patrimoine comprend l'ensemble des biens immobiliers qui constituent un reflet et une expression des valeurs, croyances, savoirs, savoir-faire et traditions en continuelle évolution, dont la protection se justifie en raison de leur intérêt notamment archéologique, historique, architectural, scientifique, artistique, social, mémoriel, esthétique, technique, paysager ou urbanistique et en tenant compte de critères de rareté, d'authenticité, d'intégrité ou de représentativité. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux.

La Région, les communes, les acteurs publics et privés et les habitants contribuent, au titre de la protection du patrimoine, à sa reconnaissance, à sa conservation intégrée, à son développement et à sa gestion, aux fins de le transmettre aux générations futures.

En préalable à toute décision de construction d'un immeuble nouveau, pour assurer la conservation intégrée de leur patrimoine, l'Etat, les Régions, les Communautés, la Société régionale wallonne du Logement, les sociétés immobilières de service public agréées par celle-ci, les provinces, les communes et les intercommunales, les fabriques d'église et les centres publics d'aide sociale produisent l'étude démontrant l'impossibilité d'affecter à l'activité en vue de laquelle un permis d'urbanisme est sollicité, le ou les biens relevant du patrimoine dont ils sont propriétaires lorsqu'ils sont classés ou auxquels s'appliquent tous les effets du classement, repris à l'inventaire régional du patrimoine ou à l'inventaire communal.

Le Gouvernement dépose tous les trois ans sur le bureau du Parlement un rapport sur la situation et les prévisions en matière de protection du patrimoine.

Art. 2. A peine de nullité, tout envoi visé au présent Code doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception. L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Les recommandés électroniques se conforment aux dispositions du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes.

Le jour de l'envoi ou de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'est pas compris dans le délai.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 3. Pour l'application du présent Code, on entend par :

1<sup>o</sup> Administration du patrimoine : le service que le Gouvernement a chargé de la mise en œuvre des compétences de la Région en matière de patrimoine;

2<sup>o</sup> conservation intégrée : dans le respect des caractéristiques qui ont justifié la protection d'un bien, l'ensemble des mesures juridiques qui ont pour finalité :

a) d'assurer la pérennité du bien;

b) de veiller au maintien du bien dans le cadre d'un environnement approprié, bâti ou non bâti;

c) de déterminer une affectation adéquate du bien en vue de l'adapter, de manière durable, aux besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, environnementaux ou de mobilité de la collectivité;

3<sup>o</sup> bien archéologique : tout vestige matériel, y compris paléontologique, ou sa trace, situé sous ou au-dessus du sol, sous les eaux, envisagé comme un témoignage de l'activité de l'homme ou de son environnement, d'époques ou de civilisations révolues, indépendamment de sa valeur artistique;

4<sup>o</sup> petit patrimoine populaire : les petits éléments non classés du patrimoine qui sont reconnus par le Gouvernement comme présentant un intérêt patrimonial, qui sont visibles depuis l'espace public ou accessibles au public, et qui servent de référence à une population locale ou qui contribuent à son sentiment d'appartenance;

5<sup>o</sup> liste de sauvegarde : la liste des biens immobiliers menacés de destruction ou de modification provisoire ou définitive, protégés à titre temporaire;

6<sup>o</sup> fiche patrimoniale : le document élaboré par le Gouvernement ou par le service qu'il désigne à cette fin, pour un bien relevant du patrimoine, et qui comprend :

a) l'évaluation patrimoniale du bien effectuée sur la base des intérêts et des critères visés à l'article 1<sup>er</sup>, en vue de justifier sa protection;

b) les indications techniques se rapportant à l'état physique général et à la conservation du bien, établies sur la base d'une reconnaissance visuelle des pathologies qui l'affectent, en vue de procéder à une modification ou à la radiation de la mesure de protection;

c) l'identification des mesures à prendre pour maintenir le bien en bon état et en réaliser les travaux de restauration, en ce compris les éventuelles études préalables;

7° bien classé : tout bien faisant l'objet d'une protection en raison de sa valeur patrimoniale et qui, en tout ou en partie :

a) soit, au titre de monument, contient toute réalisation architecturale, sculpturale ou végétale isolée et remarquable, en ce compris les éléments immobilisés par incorporation ou destination et les biens culturels qui en font partie intégrante, notamment l'équipement complémentaire et les éléments décoratifs;

b) soit, au titre d'ensemble architectural, contient tout groupement de constructions, en ce compris les éléments qui les relient, remarquable par sa cohérence ou par son intégration dans le paysage;

c) soit, au titre de site, contient toute œuvre de la nature ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature qui constitue un espace remarquable au regard d'un ou plusieurs critères visés à l'article 1<sup>er</sup>, suffisamment caractéristique et cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique;

d) soit, au titre de site archéologique, contient tout terrain, formation géologique ou pédologique, bâtiment, ensemble de bâtiments ou site ayant recelé, recelant ou étant présumé receler des biens archéologiques;

8° zone de protection : la zone établie autour d'un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé et délimitée par un périmètre fixé en fonction des exigences de la conservation intégrée de ce bien;

9° patrimoine mondial : tout bien immobilier classé reconnu en application de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, faite à Paris le 16 novembre 1972;

10° CoDT : le Code du Développement territorial;

11° fonctionnaire délégué de l'Urbanisme : le fonctionnaire visé à l'article D.I.3 du CoDT;

12° Commission : la Commission royale des monuments, sites et fouilles;

13° commission communale : la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité visée à l'article D.I.7 du CoDT;

14° pôle « Aménagement du Territoire » : le pôle visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

15° maintenance : ensemble des opérations d'entretien, préventives ou curatives, qui ne modifient ni l'aspect extérieur ou intérieur d'un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement, ni ses matériaux, ni les caractéristiques qui ont justifié sa protection;

16° restauration : l'ensemble des actes et travaux d'assainissement, de réfection, de mise en valeur, de transformation ou d'entretien d'un bien, autres que ceux visés au 15°;

17° opérations archéologiques : l'ensemble des opérations qui suivent :

a) prospection : l'opération destinée à repérer des biens ou des sites archéologiques sans y apporter de modification;

b) sondages archéologiques : les opérations qui impliquent la modification de l'état d'un site destinées à s'assurer de l'existence de biens archéologiques ou de l'existence, de la nature et de l'étendue d'un site archéologique;

c) fouilles de sauvetage : les fouilles relatives à des sites archéologiques en cours de destruction totale ou partielle;

d) fouilles préventives : les fouilles relatives à des sites archéologiques menacés de destruction totale ou partielle dans un délai rapproché et de manière inéluctable;

e) fouilles programmées : les fouilles planifiées à long terme et nécessaires à l'étude d'un thème scientifique précis ou d'un site archéologique dans son intégralité, en ce compris l'établissement des rapports y relatifs et leur publication;

18° découverte fortuite : toute mise au jour imprévue d'un ou plusieurs biens archéologiques;

19° propriétaire : toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, titulaire d'un droit réel sur un bien relevant du patrimoine.

## Titre II. — *Du patrimoine mondial*

Art. 4. Lorsqu'un élément du patrimoine ou une partie du territoire est reconnu en tant que patrimoine mondial, l'impératif de protection de sa valeur universelle exceptionnelle ainsi que le plan de gestion du bien et la zone tampon qui en assurent l'objectif sont pris en compte dans les autorisations d'actes et de travaux qui s'y rapportent.

Art. 5. Le Gouvernement crée un Comité wallon du patrimoine mondial.

Le Comité est composé :

1° du Ministre du Patrimoine, lequel préside le Comité;

2° du Ministre ayant les relations internationales dans ses attributions;

3° du Ministre du Tourisme;

4° du Président de la section Wallonie-Bruxelles du Conseil international des monuments et des sites;

5° du Président de la Commission;

6° de l'Inspecteur général de l'Administration du Patrimoine;

7° du Commissaire général au Tourisme;

8° de l'Administrateur général de Wallonie-Bruxelles international, ou leurs représentants.

Le cas échéant, le Comité peut inviter des experts ou des spécialistes, notamment dans le cas de la promotion à des fins touristiques d'un bien reconnu.

Art. 6. Le Comité est chargé de proposer au Gouvernement :

1° la définition d'une stratégie globale liée aux biens immobiliers qui relèvent du patrimoine mondial;

2° tout projet de nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial;

3° les priorités en termes de budget et de programmation;

4° l'approbation du plan de gestion de chaque bien.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'exécution du présent article.

Art. 7. Tout bien inscrit ou proposé pour l'inscription sur la liste du patrimoine mondial est doté d'un plan de gestion qui se conforme aux dispositions des orientations pour la mise en œuvre de la Convention visée à l'article 3, 9°.

Le Gouvernement arrête le contenu du plan de gestion. Le cas échéant, le Gouvernement modifie l'arrêté de classement du bien conformément aux dispositions visées aux articles 16 et suivants.

Le Gouvernement publie la liste des biens inscrits au patrimoine mondial, en ce compris le périmètre des zones tampon qui s'y rapportent, au *Moniteur belge* et sur le site internet du service qu'il désigne.

Art. 8. Chaque plan de gestion est préparé, mis en œuvre et actualisé par une structure tripartite composée d'un organe opérationnel appelé " comité de gestion ", d'un organe décisionnel appelé " comité de pilotage " et d'un organe de référence et de recherche appelé " comité scientifique ".

Le Gouvernement arrête la composition, les missions et le fonctionnement de ces différents comités.

#### Titre III. — *De la Commission royale des monuments, sites et fouilles*

Art. 9. La Commission est chargée :

1° d'adresser au Gouvernement des recommandations générales en matière de protection et de développement du patrimoine;

2° de donner les avis et de faire les propositions motivées, sollicités sur la base du présent Code;

3° de donner les avis motivés, sollicités sur la base d'autres dispositions juridiques en lien avec le patrimoine;

4° de contribuer à l'élaboration du rapport visé à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4;

5° de contribuer à la mise en œuvre de la mission visée à l'article 49, 1°.

Le Gouvernement wallon peut compléter les missions de la Commission.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. La Commission constitue un collège scientifique d'avis, multidisciplinaire et indépendant, dont les membres sont désignés par le Gouvernement en fonction de leur expertise et de leur expérience en matière de patrimoine.

§ 2. La Commission est structurée en un bureau, une chambre régionale et des chambres décentralisées.

Le Gouvernement précise les missions exercées respectivement par le bureau, la chambre régionale et les chambres décentralisées.

§ 3. Le Gouvernement arrête la composition, le mode de désignation des membres et les modalités de fonctionnement de la Commission.

#### Titre IV. — *Des inventaires du patrimoine et de la carte archéologique*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De l'inventaire régional du patrimoine*

Art. 11. Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement établit et met à jour les outils administratifs et scientifiques de recensement, de connaissance, de sensibilisation, d'information et d'aide à la protection et à la décision, relatif aux biens bâtis, non bâtis **ou** archéologiques qui présentent en tout ou en partie une valeur patrimoniale.

L'inventaire régional du patrimoine, établi sur la base des critères visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, comprend les biens relevant de l'inventaire du patrimoine immobilier culturel et les biens relevant du petit patrimoine populaire visé à l'article 3, 4°, dont le Gouvernement arrête les modalités de reconnaissance, de protection et de mise en valeur.

L'inventaire régional du patrimoine est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

##### CHAPITRE II. — *Des inventaires communaux*

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. A l'initiative du collège communal ou de la commission communale, si elle existe, le conseil communal adopte un projet d'inventaire communal des biens ou ensembles de biens patrimoniaux qui sont représentatifs du territoire communal et qu'il estime devoir être protégés. L'inventaire communal comprend au moins les biens relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région.

§ 2. Le conseil communal soumet le projet d'inventaire à l'avis de la commission communale, si elle existe, et de l'Administration du patrimoine. Le conseil communal soumet à l'approbation du Gouvernement le projet d'inventaire communal.

§ 3. L'inventaire communal est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement précise les modalités d'établissement et d'adoption des inventaires communaux ainsi que les modalités particulières de publicité, d'information et de recours des propriétaires.

##### CHAPITRE III. — *De la carte archéologique*

Art. 13. La carte archéologique est l'outil cartographié d'aide à la décision en matière d'information, de prévention et de gestion de lieux de découvertes de biens archéologiques et des sites archéologiques recensés.

Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement établit et met à jour la carte archéologique. La carte est publiée au *Moniteur belge* et accessible sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

Art. 14. Préalablement au dépôt de toute demande de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme, de certificat d'urbanisme n°2, de permis unique, de permis intégré ou dans le cadre de la mise en œuvre des investigations du sol ou des projets d'assainissement au sens du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, et qui concerne un bien visé à la carte archéologique ou dont la superficie est égale ou supérieure à un hectare, le demandeur du permis ou du certificat peut solliciter, par envoi à l'Administration du patrimoine, une information archéologique relative au bien.

Dans les vingt jours de la demande, l'Administration du patrimoine envoie l'information et, le même jour, en adresse une copie au collège communal et au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

Le Gouvernement peut préciser des modalités d'exécution du présent article.

#### Titre V. — *De la protection du patrimoine*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la liste de sauvegarde*

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut inscrire sur la liste de sauvegarde tout bien qui relève du patrimoine et qui est susceptible d'être classé :

1° soit d'initiative;

2° soit à la demande du propriétaire;

3° soit sur la proposition de la Commission;

4° soit sur la proposition du collège communal;

5° soit sur la proposition de la commission communale;

6° soit, selon les dispositions qu'il arrête, à la demande d'un ou plusieurs groupes, associations ou organisations ayant pour finalité ou objet la sauvegarde du patrimoine et ayant leur siège en Région wallonne;

7° soit à la demande d'au moins trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants ou de mille personnes pour une commune comptant plus de trente mille habitants.

Sauf cas d'urgence dûment motivé, le Gouvernement ne procède à cette inscription qu'après avis de la Commission. L'avis est envoyé dans les trente jours de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 2. Le bien est inscrit sur la liste de sauvegarde pour une période de douze mois, sans renouvellement, prenant cours à la date de l'inscription. Dans ce délai, l'Administration du patrimoine adresse au Gouvernement un rapport sur l'opportunité d'entamer ou non la procédure de classement du bien.

L'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

L'arrêté est notifié par envoi :

1° au propriétaire;

2° au collège communal;

3° à la Commission;

4° à la commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire »;

5° au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

L'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde a force obligatoire à dater de sa notification ou de sa publication au *Moniteur belge* si celle-ci est antérieure.

#### CHAPITRE II. — *Du classement d'un bien*

Art. 16. Le Gouvernement peut reconnaître le statut de bien classé à tout bien qui relève du patrimoine.

A cette fin, le Gouvernement peut entamer la procédure de classement :

1° soit d'initiative;

2° soit à la demande du propriétaire;

3° soit sur la proposition de la Commission;

4° soit sur la proposition du collège communal;

5° soit sur la proposition de la commission communale;

6° soit, selon les dispositions qu'il arrête, à la demande d'un ou plusieurs groupes, associations ou organisations ayant pour finalité ou objet la sauvegarde du patrimoine et ayant leur siège en Région wallonne;

7° soit à la demande d'au moins trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le bien est situé, s'il s'agit d'une commune comptant moins de cinq mille habitants, de six cents personnes pour une commune comptant de cinq mille à trente mille habitants ou de mille personnes pour une commune comptant plus de trente mille habitants.

Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement établit le projet de classement sur la base de la partie de la fiche patrimoniale visée à l'article 3, 6°, a), et peut énumérer les conditions envisagées quant à l'usage de tout droit réel sur le bien.

§ 2. Le projet de classement est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

Le projet de classement est envoyé simultanément :

1° au collège communal;

2° au propriétaire, pour observations;

3° pour avis motivé :

a) à la Commission;

b) à la commission communale ou, à défaut, au pôle « Aménagement du territoire »;

c) aux administrations et services que le Gouvernement estime devoir consulter.

Chaque avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est envoyé dans les nonante jours à dater de la réception de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 3. Dans les quinze jours de l'envoi visé au paragraphe 2, le propriétaire informe, par envoi, le locataire ou l'occupant du bien immobilier concerné, ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des actes et travaux sur le bien visé ou qu'il aurait autorisée à en exécuter. La notification envoyée au propriétaire mentionne cette obligation.

§ 4. Dans les quinze jours à dater de la réception du projet de classement visé au paragraphe 2, le collège communal procède à une enquête publique dont la durée est de quinze jours.

Les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à 20 heures ou le samedi matin.

Cette enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés par le projet de classement, que par un avis inséré dans trois quotidiens distribués dans la région. S'il existe un bulletin communal d'information distribué à la population, l'avis y est inséré.

En l'absence de bulletin communal, l'avis est inséré dans un journal publicitaire distribué gratuitement aux habitants.

Les avis indiquent l'objet de l'enquête et signalent que le dossier peut être consulté à la maison communale conformément aux principes mentionnés au présent paragraphe. Les avis affichés doivent être maintenus pendant toute la durée de l'enquête en parfait état de visibilité et de lisibilité.

L'enquête publique est suspendue du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1<sup>er</sup> janvier.

Dans les quinze jours suivant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le collège communal, ou l'un de ses membres qu'il délègue à cet effet, tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent.

A l'issue de cette séance, il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête publique.

§ 5. Dans les quinze jours de la séance de clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet le dossier de classement au conseil communal. Le conseil communal émet un avis motivé dans les soixante jours de la réception du dossier; à défaut d'envoi de l'avis dans les délais impartis, la procédure peut être poursuivie.

§ 6. Dans les quinze jours de l'expiration du délai de soixante jours visé au paragraphe 5, le collège communal envoie au Gouvernement :

- 1° les observations formulées au cours de l'enquête publique;
- 2° le procès-verbal de clôture de l'enquête publique;
- 3° la délibération du conseil communal;
- 4° son avis motivé; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

Art. 18. Sur la base des observations et avis visés à l'article 17, le Gouvernement peut arrêter le classement du bien.

Si un bien immobilier visé par le dossier de classement est compris dans le périmètre d'un site reconnu en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'arrêté de classement du bien tient compte des obligations et du plan de gestion visés par cette loi.

Lorsque l'arrêté de classement comprend des modifications à apporter au plan de gestion visé à l'alinéa 2, le Gouvernement peut décider de la mise en révision de ce plan.

Art. 19. L'arrêté de classement est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du service désigné par le Gouvernement.

L'arrêté est notifié par envoi :

- 1° au propriétaire;
- 2° au collège communal;
- 3° à la Commission;
- 4° à la commission communale ou, à défaut au pôle « Aménagement du Territoire »;
- 5° au fonctionnaire délégué de l'Urbanisme.

L'arrêté de classement est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance, par envoi, au locataire ou à l'occupant du bien, sous peine d'être tenu pour responsable solidairement de la remise en état des lieux visée au Livre VII du CoDT. La notification envoyée au propriétaire fait mention de cette obligation.

Dans les quinze jours de la réception de la notification, le collège communal annonce l'arrêté de classement par voie d'affiches à la maison communale et sur les lieux concernés et ce, pendant trente jours au minimum.

L'arrêté de classement prend ses effets à l'égard des autorités et des personnes mentionnées à l'alinéa 2 dès sa notification ou à partir de sa publication au *Moniteur belge* si celle-ci est antérieure.

Art. 20. Le Gouvernement arrête une liste des biens classés dont il reconnaît le caractère patrimonial exceptionnel.

Le Gouvernement soumet le projet de liste ou de modification de la liste pour avis à la Commission. L'avis est envoyé dans les soixante jours de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

### CHAPITRE III. — *De la zone de protection*

Art. 21. L'arrêté qui inscrit un bien sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement d'un bien peut établir autour du bien concerné une zone de protection délimitée par un périmètre fixé en fonction des exigences de la conservation intégrée de ce bien.

Par arrêté motivé, le Gouvernement peut établir une zone de protection ultérieurement au classement ou à l'inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde.

Sauf cas d'urgence dûment motivé, le Gouvernement ne procède à cet établissement qu'après avis de la Commission. L'avis est envoyé dans les trente jours de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

Pour le patrimoine mondial, la zone de protection est contenue dans la zone tampon visée à l'article 4.

Le Gouvernement peut fixer les procédures et modalités d'établissement de la zone de protection.

### CHAPITRE IV. — *Des effets du statut de bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement*

Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Tous les effets du classement s'appliquent aux biens faisant l'objet d'une inscription sur la liste de sauvegarde ou d'une procédure de classement pendant une période de douze mois prenant cours à la date de notification visée respectivement aux articles 15 et 17.

§ 2. Tout propriétaire d'un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement le maintient en bon état. Il ne peut y apporter ou y laisser apporter un changement définitif que conformément aux dispositions visées aux articles 25 et suivants.

Toute démolition totale d'un bien classé ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement est interdite, sauf dans l'hypothèse visée à l'article 26.

Les travaux de démolition partielle d'un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement peuvent être admis sans faire l'objet d'une procédure de déclassement, s'ils n'affectent pas substantiellement les caractéristiques du bien et pour autant qu'ils soient la conséquence d'un projet de réaffectation, de restauration ou de mise en valeur ayant fait l'objet d'une approbation du Gouvernement.

Le déplacement de tout ou partie d'un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement est interdit, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle du bien l'exige. Dans ce cas, les garanties nécessaires pour le démontage, le transfert et le remontage dans un lieu déterminé sont proposées et arrêtées par le Gouvernement.

§ 3. Les effets du statut de bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement suivent le bien en quelque main qu'il passe. Les servitudes qui dérivent des dispositions contenues dans le présent Code ou d'autres lois, décrets et règlements relatifs à la police de la voirie et des constructions ne sont pas applicables aux biens si elles ont pour conséquence de le détériorer ou d'en modifier l'aspect.

§ 4. En cas de mutation immobilière du bien, le notaire instrumentant est tenu de recueillir auprès de l'administration communale les informations y relatives et de les transcrire dans l'acte authentique.

Dans la publicité faite à l'occasion de toute mutation immobilière, le notaire instrumentant est tenu de faire mention du statut du bien.

Le notaire est tenu d'avertir l'Administration du patrimoine dans les trente jours du changement de propriétaire du bien ou de titulaire d'un droit réel sur le bien.

§ 5. La disposition visée à l'article D.IV.1, § 3, du CoDT est applicable pour tout bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement.

§ 6. L'arrêté inscrivant un bien sur la liste de sauvegarde ou l'arrêté de classement peut déterminer les conditions particulières de protection et de gestion auxquelles est soumis le bien. Ces conditions peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction totale ou conditionnelle de bâtir, d'urbaniser ou d'ériger des clôtures.

L'arrêté de classement d'un site ne peut limiter la liberté du ou des exploitants agricoles du site en ce qui concerne les plantations et les cultures, à l'exception toutefois des haies, des bosquets, des allées et des bois, des zones humides, des zones protégées pour l'intérêt que présente leur végétation ou leur faune, ainsi que du sol couvrant des sites archéologiques.

§ 7. Dans le cadre de l'instruction d'une demande de réaffectation, de réhabilitation, de consolidation, de restauration ou de mise en valeur d'un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement, des actes et travaux de démolition ou de transformation partielles peuvent être admis, sur base de la fiche patrimoniale, sans modification préalable du statut du bien, pour autant qu'ils n'en affectent pas substantiellement les caractéristiques.

#### CHAPITRE V. — *De la modification du statut de bien classé ou de zone de protection*

Art. 23. Le Gouvernement peut entamer la procédure de modification ou de radiation de l'arrêté de classement, sur la base :

1° de la fiche patrimoniale visée à l'article 3, 6°, a) et b);

2° de l'examen de l'adéquation de la mesure de protection adoptée par rapport aux intérêts et aux critères visés à l'article 1<sup>er</sup> ou s'il est établi que des circonstances nouvelles intervenues depuis la date de l'arrêté de classement ont eu pour effet de diminuer l'intérêt du bien, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La procédure de modification ou de radiation se conforme aux dispositions visées aux articles 16 et suivants.

#### CHAPITRE VI. — *Des écussons et des panneaux*

Art. 24. Le bien classé est identifié par la pose d'un écusson ou d'un panneau signalant son statut. Le Gouvernement arrête le graphisme, les dimensions, le contenu minimum et l'emplacement des écussons et des panneaux placés en vue de sensibiliser l'opinion publique à la mesure de protection dont ils font l'objet.

#### Titre VI. — *Des actes et travaux sur les biens classés ou soumis aux effets du classement*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. 25. Entreprendre ou laisser entreprendre des actes et travaux sur un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement requiert :

1° soit une déclaration qui décrit l'objet et les caractéristiques des actes et travaux projetés, adressée par envoi simultanément à l'autorité compétente et à l'Administration du patrimoine, par le ou les demandeurs lorsque :

a) les actes et travaux projetés relèvent de la maintenance visés à l'article 3, 15°;

b) eu égard à leur réversibilité, des actes et travaux conservatoires d'urgence, qu'ils nécessitent ou non un permis préalable au sens du CoDT, ont été exécutés ou sont projetés, aux fins d'assurer sans délai la sauvegarde du tout ou de la partie du bien menacé en raison de conditions climatiques ou d'un événement fortuit;

2° soit le permis visé à l'article D.IV.14 du CoDT, sur avis de la Commission et sur avis conformes de l'Administration du patrimoine et du fonctionnaire délégué à l'Urbanisme;

- les avis de l'Administration du patrimoine et de la Commission sont sollicités et envoyés conformément aux articles D.IV.35, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et D.IV.37, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, du CoDT;

- l'avis conforme de l'Administration du patrimoine se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales du bien;

- l'avis conforme du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, visé à l'article D.IV.17, 3°, du CoDT, se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques urbanistiques du bien et reproduit l'avis conforme de l'Administration du patrimoine;

- si nécessaire, à la demande du collège communal, de l'Administration du patrimoine ou du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, ceux-ci se concertent au moins une fois afin d'harmoniser leurs points de vue sur le projet; le Gouvernement peut arrêter des modalités de concertation;

3° soit le permis visé à l'article D.IV.22 du CoDT, sur avis de la Commission et sur avis conforme de l'Administration du patrimoine :

- les avis de l'Administration du patrimoine et de la Commission sont sollicités et envoyés conformément aux articles D.IV.35, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et D.IV.37, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, du CoDT;

- l'avis conforme de l'Administration du patrimoine se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales du bien;

- la décision du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme reproduit l'avis conforme de l'Administration du patrimoine;

- si nécessaire, à la demande de l'Administration du patrimoine ou du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, ceux-ci se concertent au moins une fois afin d'harmoniser leurs points de vue sur le projet; le Gouvernement peut arrêter des modalités de concertation;

4° soit la décision sur recours visé à l'article D.IV.24 du CoDT;

5° soit le permis visé à l'article D.IV.25 du CoDT, sur avis de la Commission; l'avis de la Commission est sollicité par le Gouvernement; l'avis est envoyé dans les trente jours de l'envoi de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

Le Gouvernement précise la procédure d'envoi, le contenu, les effets et le modèle du formulaire de la déclaration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Art. 26. Par dérogation aux articles 133 et 135, § 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, lorsqu'un monument classé menace ruine, le bourgmestre peut décider d'en ordonner la démolition partielle ou totale et, simultanément, notifier sa décision au Gouvernement. Cette décision est exécutoire dans les quatorze jours qui suivent la réception de cette notification, si le Gouvernement ne l'a pas suspendue par envoi pendant ce délai.

Le Gouvernement peut préciser la procédure de notification de la décision du bourgmestre.

#### CHAPITRE II. — *De la première réunion de patrimoine*

Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la réception de la déclaration visée à l'article 25, 1<sup>o</sup>, a) ou dans les huit jours de la réception de la déclaration visée à l'article 25, 1<sup>o</sup>, b), de la demande du collège communal ou d'initiative, l'Administration du patrimoine convoque, par envoi, si elle l'estime nécessaire, une réunion de patrimoine à laquelle sont invités :

- 1<sup>o</sup> le ou les demandeurs, le ou les propriétaires et, le cas échéant, l'auteur de projet;
  - 2<sup>o</sup> le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme;
  - 3<sup>o</sup> le collège communal;
  - 4<sup>o</sup> la Commission,
- ou leurs représentants.

§ 2. Dans le cadre de la constitution du dossier de demande soit d'un certificat d'urbanisme n<sup>o</sup>2, soit d'une demande de permis visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> ou 5<sup>o</sup>, le ou les demandeurs sollicitent auprès de l'Administration du patrimoine la tenue de la première réunion de patrimoine, relative à la conception du projet et à laquelle sont invitées les personnes visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

La demande de réunion est adressée par envoi à l'Administration du patrimoine qui, dans les dix jours, en informe le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, en accuse réception par envoi et fixe la date de la réunion dans les quarante jours qui suivent l'envoi de l'accusé de réception.

Dans le cas où elle concerne un monument ou un ensemble architectural, la demande de réunion contient la fiche patrimoniale du bien ainsi qu'une note qui décrit les intentions du propriétaire relatives à la conservation intégrée du bien. A défaut, le Gouvernement ou le service qu'il délègue à cette fin produit la fiche au plus tard lors de la réunion.

La fiche patrimoniale qui se rapporte à un bien relevant du Patrimoine mondial se conforme au plan de gestion du bien visé à l'article 7.

Le Gouvernement précise la forme et le contenu de la fiche patrimoniale ainsi que sa procédure d'élaboration, d'adoption et de révision.

Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 27 débattent du projet aux fins d'apprécier si la conservation intégrée du bien est rencontrée et, le cas échéant, d'adapter le projet.

Le ou les demandeurs sont informés :

- 1<sup>o</sup> dans le cas de l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a) ou b), que les actes et travaux requièrent ou non un permis et, si la déclaration requiert, le cas échéant, des conditions d'exécution particulières;
- 2<sup>o</sup> du choix des dispositions opérationnelles dont il peut bénéficier.

Le demandeur est informé des documents que le projet requiert en matière d'études préalables ou complémentaires, d'opérations archéologiques, de plans et détails complémentaires, de cahiers des charges, de métrés et devis estimatifs, relatifs aux marchés.

§ 2. Dans les quinze jours de la réunion, l'Administration du patrimoine en établit le procès-verbal et le notifie par envoi aux parties invitées à la réunion.

Dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, les parties présentes à la réunion adressent leurs remarques ou leur accord par envoi à l'Administration du patrimoine; à défaut, le procès-verbal est réputé approuvé.

Le procès-verbal peut être approuvé en réunion. Il peut être décidé en réunion de réduire les délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du présent paragraphe.

Lorsque le procès-verbal atteste d'une contestation entre les parties sur le fait que les actes et travaux requièrent ou non un permis, le permis est requis.

#### CHAPITRE III. — *De la deuxième réunion de patrimoine*

Art. 29. Préalablement au dépôt de la demande soit d'un certificat d'urbanisme n<sup>o</sup>2, soit du permis visé à l'article 25, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, le ou les demandeurs sollicitent auprès de l'Administration du patrimoine la tenue de la deuxième réunion de patrimoine et envoient les projets de plans et les documents requis pour l'instruction de la demande de permis.

Dans les quinze jours de la réunion, l'Administration du patrimoine en établit le procès-verbal et le notifie par envoi aux parties invitées à la réunion.

Dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, les parties présentes à la réunion adressent leurs remarques ou leur accord par envoi à l'Administration du patrimoine; à défaut d'envoi ou lorsque le procès-verbal n'est pas formellement approuvé, le ou les demandeurs peuvent adresser leur demande de permis ou de certificat d'urbanisme n<sup>o</sup>2 conformément à l'article D.IV.32 du CoDT.

La disposition visée à l'article 28, § 2, alinéa 3, est applicable.

La deuxième réunion de patrimoine tient lieu de réunion de projet au sens de l'article D.IV.31 du CoDT.

Le demandeur joint à sa demande de permis le procès-verbal des deux réunions de patrimoine, ou à défaut, la preuve que celles-ci ont été sollicitées.

#### CHAPITRE IV. — *Des réunions de patrimoine relatives à l'instruction et à la mise en œuvre des permis d'urbanisme se rapportant aux biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement*

Art. 30. § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente envoie à l'Administration du patrimoine une copie de l'accusé de réception de la demande de permis ou du relevé des pièces manquantes visés à l'article D.IV.33 du CoDT.

Dans les cinq jours de la réception de la copie de l'accusé, l'Administration du patrimoine peut, si elle l'estime nécessaire, convoquer une troisième réunion de patrimoine avec les personnes visées à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, au cours de laquelle sont examinés les documents visés à l'article 28, § 1<sup>er</sup>. Cette réunion est tenue avant l'envoi de l'avis de l'Administration du patrimoine à l'autorité compétente.

§ 2. Dès la réception de la décision relative au permis visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, le demandeur ou l'Administration du patrimoine sollicite la tenue de la ou des réunions de patrimoine relatives à la mise en œuvre du permis. Les personnes visées à l'article 27 y sont convoquées. Les modalités visées à l'article 29, alinéas 2, 3 et 4, sont applicables.

Titre VII. — *Des actes et travaux sur les biens patrimoniaux non visés au Titre VI*

Art. 31. Pour toute demande de permis d'urbanisation, de permis d'urbanisme, de certificat d'urbanisme n<sup>o</sup> 2, de permis unique ou de permis intégré qui concerne un bien :

- 1<sup>o</sup> soit situé dans une zone de protection;
- 2<sup>o</sup> soit repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine;
- 3<sup>o</sup> soit relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région;
- 4<sup>o</sup> soit repris à l'inventaire communal;
- 5<sup>o</sup> soit visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XX<sup>ième</sup> siècle;
- 6<sup>o</sup> soit visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien;
- 7<sup>o</sup> soit visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare, l'autorité compétente sollicite l'avis de l'Administration du patrimoine et, le cas échéant, l'avis de la Commission; les avis sont sollicités et envoyés conformément aux articles D.IV.35, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, et D.IV.37, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, du CoDT.

L'avis de l'Administration du patrimoine se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques patrimoniales du bien.

L'avis conforme du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, l'avis simple du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme si son avis est sollicité ou la décision du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme s'il est l'autorité compétente, se rapporte à l'impact du projet sur les caractéristiques urbanistiques du bien et reproduit l'avis de l'Administration du patrimoine.

Si nécessaire, à la demande du collège communal, de l'Administration du patrimoine ou du fonctionnaire délégué de l'Urbanisme, ceux-ci se concertent au moins une fois afin d'harmoniser leurs points de vue sur le projet; le Gouvernement peut arrêter les modalités de cette concertation.

Art. 32. La décision de l'autorité compétente visée à l'article 31 reproduit l'avis de l'Administration du patrimoine.

Le jour où l'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, elle en adresse, par envoi, une copie à l'Administration du patrimoine.

Titre VIII. — *Du patrimoine archéologique*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. 33. Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement peut décider d'initiative et en tout temps de procéder à des opérations archéologiques, en ce compris les opérations de statut régional, et habilite l'Administration du patrimoine à cet effet.

Art. 34. A l'exception des prospections, nul ne peut procéder à des opérations archéologiques sans une autorisation préalable accordée par l'Administration du patrimoine selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'octroi ou le retrait de cette autorisation est soumis à l'avis de la Commission.

Un programme périodique des opérations archéologiques auxquelles procède l'Administration du patrimoine peut faire l'objet d'une autorisation unique.

L'autorisation est relative à un site déterminé. Elle indique les personnes physiques autorisées, les conditions auxquelles l'octroi de l'autorisation est subordonné ainsi que sa durée. Celle-ci peut être prorogée.

L'octroi de l'autorisation est subordonné à :

- 1) l'intérêt que présentent les opérations archéologiques;
- 2) la compétence, les moyens humains et techniques dont disposent les demandeurs;
- 3) la preuve d'un accord avec le propriétaire du site;
- 4) un accord entre la région, le propriétaire du site, l'inventeur et les fouilleurs relatif à la dévolution des biens archéologiques et au dépôt de ceux-ci;
- 5) l'obligation d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé;
- 6) l'engagement de rassembler les biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs.

Les modalités d'agrément des dépôts sont fixées par le Gouvernement.

L'autorisation peut être suspendue ou retirée :

- 1<sup>o</sup> si les conditions visées à l'alinéa 4 ne sont pas observées;
- 2<sup>o</sup> s'il apparaît, en raison de l'importance des découvertes, que la compétence, les moyens humains ou l'infrastructure matérielle dont disposent les titulaires de l'autorisation sont manifestement insuffisants.

Les procédures d'octroi, de retrait et de suspension de l'autorisation sont déterminées par le Gouvernement.

Art. 35. Sur la base de l'avis de l'Administration du patrimoine, l'autorité compétente peut subordonner la délivrance d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'urbanisme, d'un certificat d'urbanisme n<sup>o</sup> 2, d'un permis unique ou d'un permis intégré à l'exécution d'opérations archéologiques.

Art. 36. Le Gouvernement peut arrêter la liste des opérations archéologiques dont il reconnaît le statut régional.

Le Gouvernement soumet le projet de liste à l'avis de la Commission. L'avis est envoyé dans les soixante jours de la demande; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

Art. 37. Toute opération archéologique sur un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel est d'office reconnue de statut régional.

Art. 38. Pour une opération archéologique de statut régional, l'autorisation visée à l'article 34 est accordée, par l'Administration du patrimoine, uniquement à une université, à un établissement scientifique ou, dans le cadre d'une action de recherche concertée, à une association de plusieurs des institutions précitées ou d'une ou plusieurs d'entre elles avec une ou plusieurs associations privées.



Art. 39. L'usage de détecteurs de métaux électroniques ou magnétiques en vue de procéder à des opérations archéologiques ou de rechercher des biens archéologiques est interdit.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Administration du patrimoine et tout titulaire de l'autorisation visée à l'article 34 sont seuls autorisés à utiliser des détecteurs électroniques ou magnétiques, dans le périmètre visé par l'autorisation.

Sur tout bien classé ou sur tout site archéologique, seuls l'Administration du patrimoine et tout titulaire visé à l'article 34 peuvent être en possession de détecteurs de métaux électroniques ou magnétiques.

Toute information publique relative aux détecteurs électroniques ou magnétiques ne peut faire allusion ni aux sites classés, ni aux sites archéologiques, ni aux zones d'intérêt patrimonial, ni aux découvertes archéologiques, ni aux trésors.

#### CHAPITRE II. — *Des découvertes fortuites et des opérations archéologiques d'utilité publique*

Art. 40. Toute personne qui, autrement qu'à l'occasion d'opérations archéologiques, découvre un bien ou un site archéologiques, est tenue dans les trois jours ouvrables, d'en faire la déclaration, par envoi, à la commune et à l'Administration du patrimoine.

Dans les dix jours, l'Administration du patrimoine avertit, par envoi, le propriétaire et l'occupant si ceux-ci ne sont pas les inventeurs, et simultanément adresse copie de l'envoi à la commune.

Pour une durée de quinze jours à dater de la réception de l'envoi, les biens archéologiques découverts et le périmètre qui les englobe doivent être maintenus en l'état, préservés des dégâts et rendus accessibles par le propriétaire, l'occupant et l'inventeur pour visite des lieux par l'Administration du patrimoine.

La durée de quinze jours peut être écourtée ou renouvelée par décision motivée de l'Administration du patrimoine.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'application du présent article et les prescriptions générales de protection à valeur nominative, applicables aux biens archéologiques faisant l'objet de découvertes fortuites.

Art. 41. Lors de la mise en œuvre de la démolition ordonnée sur la base de l'article 26, ou d'un permis d'urbanisation, d'un permis d'urbanisme, d'un permis unique ou d'un permis intégré, en cas de découverte fortuite de biens archéologiques, le Gouvernement peut décider qu'il est d'utilité publique :

1<sup>o</sup> soit de suspendre, pour un délai n'excédant pas soixante jours, la mise en œuvre de la démolition ou du permis, en vue de faire procéder à des opérations archéologiques;

2<sup>o</sup> soit d'annuler l'ordre de démolition, de retirer le permis, de faire procéder à des opérations archéologiques, de déterminer les conditions nécessaires à la préservation du bien immobilier concerné et des biens archéologiques découverts ou de fixer les conditions auxquelles pourrait être octroyé ultérieurement un permis.

Art. 42. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut déclarer qu'il est d'utilité publique d'occuper un site pour procéder à des sondages archéologiques ou à des fouilles. Sauf en cas d'urgence, l'avis de la Commission est requis.

L'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine, pour chaque site, les conditions dans lesquelles lesdites opérations peuvent être effectuées.

Il désigne les personnes autorisées à procéder aux sondages archéologiques et aux fouilles, délimite le terrain ou l'espace dont l'occupation est nécessaire, en ce compris ses accès à partir de la voirie la plus proche, et indique la date de début des opérations et la durée de celles-ci.

L'arrêté est notifié, par envoi recommandé à la poste, au propriétaire du site et à la Commission.

Dans les dix jours de la réception de la notification, le propriétaire en donne connaissance au locataire ou à l'occupant du bien immobilier, par lettre recommandée à la poste. La notification adressée au propriétaire mentionne cette obligation.

Les sondages archéologiques ou les fouilles visés par l'arrêté peuvent être entrepris par les personnes autorisées, dans les quinze jours suivant la notification de l'arrêté au propriétaire concerné.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement :

1<sup>o</sup> désigne le bien ou l'ensemble de biens immobiliers concernés par les opérations archéologiques à exécuter et fixe les conditions de leur mise en œuvre;

2<sup>o</sup> désigne les personnes qu'il autorise à procéder aux opérations archéologiques et délimite le périmètre dont l'occupation est nécessaire, en ce compris ses accès à partir de la voirie la plus proche;

3<sup>o</sup> indique la date du début des opérations archéologiques et travaux ainsi que le délai dans lequel ils doivent être terminés.

L'arrêté est envoyé simultanément aux personnes autorisées et au propriétaire du ou des biens immobiliers concernés.

Dans les dix jours de la notification, le propriétaire informe, par envoi, le locataire ou l'occupant du bien immobilier concerné. La notification envoyée au propriétaire mentionne cette obligation.

Les opérations archéologiques peuvent être entreprises par les personnes autorisées dans les quinze jours de l'envoi de l'arrêté.

Le Gouvernement peut poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un bien immobilier recelant, ayant recelé ou étant présumé receler des biens archéologiques en vue de leur mise au jour, leur étude ou leur mise en valeur.

A l'expiration du délai d'occupation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le site archéologique doit être remis dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux visés au même article, à moins qu'une procédure de classement du site ou d'expropriation du site pour cause d'utilité publique ne soit entamée.

#### Titre IX. — *Des dispositions opérationnelles et immobilières*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des dispositions opérationnelles*

Art. 43. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé :

1<sup>o</sup> pour des études ou des actes et travaux d'urgence, d'entretien ou de maintenance d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé;

2<sup>o</sup> pour des études ou des actes et travaux de restauration relatifs à un bien classé.

Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région peut octroyer une subvention à toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou de droit privé :

1<sup>o</sup> pour la mise en valeur d'un bien classé;

- 2° pour des actes et travaux qui se rapportent à l'embellissement extérieur des immeubles situés dans une zone de protection, repris pastillés à l'inventaire régional du patrimoine ou inscrits à l'inventaire communal;
- 3° pour des actes et travaux qui se rapportent au petit patrimoine populaire;
- 4° pour l'exécution d'opérations archéologiques et le rassemblement de biens archéologiques dans des dépôts agréés et accessibles aux chercheurs;
- 5° pour des actes et travaux qui se rapportent à la protection, la réparation ou la mise en valeur de biens archéologiques;
- 6° pour l'ouverture au public de biens classés.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'intervention de la province et de la commune dans les frais de restauration des biens classés sur la base de l'affectation de ceux-ci.

Art. 44. Lorsque la Région intervient dans le coût des actes et travaux relatifs à un bien classé inscrit sur la liste visée à l'article 20, elle peut conclure un accord-cadre avec le maître de l'ouvrage.

Le Gouvernement arrête le contenu et les modalités de la mise en œuvre de chaque accord-cadre. L'accord-cadre fixe la durée et le calendrier de réalisation des travaux de restauration, qui, en fonction de leur ampleur, s'étalent sur plusieurs années.

L'accord-cadre détermine l'intervention globale et annuelle de chaque partie dans le coût des actes et travaux.

Art. 45. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région peut aménager ou faire aménager un Centre régional de conservation et d'études de biens archéologiques déplacés de leur lieu d'origine.

#### CHAPITRE II. — *Des dispositions immobilières*

Art. 46. Le Gouvernement assiste le propriétaire d'un bien classé.

L'assistance du Gouvernement consiste à :

- 1° recueillir le bien par acquisition ou assister son propriétaire dans la gestion de ce bien et assurer sa préservation immédiate, s'il échet, par des travaux d'urgence et de mise hors eau;
- 2° réaliser l'étude du potentiel de réaffectation du bien;
- 3° procéder à la recherche d'investisseurs privés ou publics pour l'acquisition ou location du bien ou toute autre formule de mise à disposition du bien, par le développement d'une stratégie commerciale appuyé sur l'étude du potentiel de réaffectation;
- 4° sur la base d'un programme de réaffectation, assumer soit pour son compte, soit pour le compte d'un tiers en délégation la maîtrise d'ouvrage de travaux de restauration;
- 5° vendre, louer ou mettre à disposition par toute autre formule, le bien réaffecté ou en cours de réaffectation.

En vue de mettre en œuvre l'assistance par le Gouvernement et selon les modalités qu'il arrête, l'Administration du patrimoine peut :

- 1° proposer au Gouvernement de poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique de biens classés menacés d'abandon, de ruine ou de destruction;
- 2° faire valoir un droit de préemption au profit de la Région wallonne sur les biens visés au 1°, selon les dispositions visées au Titre II du Livre VI du CoDT;
- 3° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à l'assistance;
- 4° développer et réaliser toute activité se rapportant directement ou indirectement à l'assistance du Gouvernement.

#### Titre X. — *Des indemnités*

Art. 47. § 1<sup>er</sup>. Les propriétaires peuvent demander une indemnité à charge de la Région lorsqu'une interdiction de bâtir ou d'urbaniser résultant uniquement du classement d'un bien immobilier met fin à l'utilisation ou l'affectation de ce bien au jour précédant l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement.

§ 2. Le droit à l'indemnisation naît au moment du refus du permis d'urbanisme ou du permis d'urbaniser, en ce compris le permis visé à l'article D.IV.106 du CoDT, ou lorsqu'un certificat d'urbanisme négatif est délivré. Seule la diminution de valeur résultant de l'interdiction de bâtir ou d'urbaniser peut être prise en considération pour l'indemnisation. Cette diminution de valeur doit être subie sans indemnité jusqu'à concurrence de vingt pourcents de cette valeur.

L'indemnité est réduite ou refusée si et dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien immobilier.

La Région peut s'exonérer de son obligation d'indemniser soit en rachetant le bien, soit en modifiant, conformément aux articles 16 et suivants, les prescriptions de l'arrêté de classement qui sont à l'origine du droit à l'indemnité.

§ 3. Aucune indemnité n'est due :

- 1° lorsque le propriétaire a acquis le bien immobilier alors qu'il était déjà classé;
- 2° du chef de l'interdiction de placer des enseignes ou des dispositifs de publicité sur un bien immobilier classé;
- 3° du chef de l'interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, incommodes et insalubres au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;
- 4° lorsque le propriétaire a lui-même demandé le classement de son bien ou y a expressément consenti.

§ 4. La Région peut demander le remboursement des indemnités majorées des intérêts légaux aux bénéficiaires, leurs ayants-droit ou ayants-cause dès que le bien immobilier est déclassé.

§ 5. Les actions sont prescrites un an après le jour où naît le droit à l'indemnisation ou au remboursement de l'indemnisation.

Art. 48. Si le réclamant en fournit la preuve, une indemnité est octroyée en réparation des dommages matériels résultant :

- 1° d'opérations archéologiques effectuées en application de l'article 33 et dont la durée excéderait trente jours, non comptés les jours d'intempéries;
- 2° de la suspension de l'exécution d'un permis ou de son retrait, visés à l'article 41;
- 3° de l'occupation du site visé à l'article 42;
- 4° de la prolongation du délai de quinze jours visé à l'article 40 pour autant que le délai total dépasse trente jours, non comptés les jours d'intempéries.

Le Gouvernement fixe et octroie l'indemnité.

En cas de contestation, le juge fixe l'indemnité.

Aucune indemnité n'est due lorsque le propriétaire et l'entrepreneur des travaux au cours desquels la découverte fortuite a eu lieu ne se sont pas acquittés de leur obligation de déclaration visée à l'article 40.

Si le réclamant en fournit la preuve, une indemnité est octroyée en réparation des dommages matériels résultant :

1° d'opérations archéologiques effectuées en application de l'article 34 et dont la durée excéderait soixante jours, non comptés les jours d'intempéries;

2° de la prolongation du délai de quinze jours visée à l'article 40, alinéa 3, pour autant que le délai total dépasse soixante jours, non comptés les jours d'intempéries;

3° de la suspension de l'exécution d'un permis ou de son retrait, visés à l'article 41;

4° de l'occupation du site visée à l'article 42, § 1<sup>er</sup>;

5° de la remise en état du site visée à l'article 42, § 2, alinéa 6, à défaut d'expropriation ou de classement du site.

Le Gouvernement fixe et octroie l'indemnité.

Aucune indemnité n'est due lorsque le propriétaire et l'entrepreneur des travaux au cours desquels la découverte fortuite visée à l'article 40 a eu lieu, ne se sont pas acquittés de leur obligation de déclaration.

#### Titre XI. — *De la connaissance et de la sensibilisation du public à la protection du patrimoine culturel immobilier*

Art. 49. Selon les dispositions qu'il arrête, le Gouvernement peut :

1° entreprendre toute action éducative en vue d'éveiller et de développer auprès de l'opinion publique une conscience de la valeur du patrimoine par la connaissance du passé et des périls qui menacent ce patrimoine;

2° sensibiliser l'opinion publique à l'inventaire régional du patrimoine et à la carte archéologique, à la connaissance, la protection et la valorisation du patrimoine ainsi qu'aux savoir-faire y relatifs.

Art. 50. Selon les dispositions qu'il arrête, le Gouvernement peut :

1° réaliser ou diffuser, faire réaliser ou diffuser des publications et autres supports médiatiques relatifs au patrimoine ou accorder une ou plusieurs subventions à cet effet;

2° sensibiliser et encourager toute personne titulaire d'un droit réel sur un bien relevant du patrimoine, classé ou non, en vue de la valorisation, de la promotion, de l'accès ou de l'accueil avec ou sans séjour, à des fins touristiques ou accorder une ou plusieurs subventions à cet effet;

3° organiser ou faire organiser des colloques et des manifestations scientifiques ou de vulgarisation ou accorder une ou plusieurs subventions à cet effet;

4° accorder une subvention à toute association sans but lucratif, fondation d'utilité publique, province, intercommunale, commune ou établissement d'enseignement supérieur aux fins de couvrir les dépenses nécessaires à la réalisation d'initiatives ou d'activités de sensibilisation au patrimoine;

5° accorder une subvention de fonctionnement à toute association sans but lucratif ou fondation d'utilité publique qui mène une ou plusieurs actions d'intérêt régional dont les retombées portent sur l'ensemble du territoire de la Région, selon les modalités précisées dans une convention-cadre et non liées à un taux ni à un plafond particulier;

6° promouvoir l'accès aux éléments majeurs du patrimoine, encourager l'exposition au public de biens archéologiques sélectionnés ou accorder une ou plusieurs subventions à cet effet;

7° accorder des subventions pour couvrir les dépenses nécessaires à l'organisation des Journées du Patrimoine et aux initiatives pour la jeunesse qui en découlent;

8° sensibiliser l'opinion publique au petit patrimoine populaire sur la base de la typologie qu'il arrête, le cas échéant sur la proposition de la Commission ou de la commission communale de la commune concernée, ou accorder une ou plusieurs subventions à cet effet;

9° accorder une subvention à toute commune pour l'élaboration de l'inventaire communal visé à l'article 12.

#### Titre XII. — *Des métiers du patrimoine*

Art. 51. Selon les dispositions qu'il arrête, le Gouvernement assure la conservation des savoir-faire et la formation dans les métiers du patrimoine.

Art. 52. La conservation et la formation visées à l'article 51 consistent à :

1° offrir des formations théoriques et pratiques ayant trait aux métiers et techniques de conservation du patrimoine, en concertation avec les organismes régionaux de formation, et mettre en place un système de reconnaissance de ces formations;

2° organiser une infrastructure d'accueil pouvant contribuer au bon fonctionnement de ces formations;

3° recueillir toute documentation relative aux métiers du patrimoine et en assurer la diffusion, le cas échéant, au travers d'un Centre régional de documentation;

4° organiser des manifestations, des activités et des réunions visant, notamment, à rencontrer les objectifs fixés par le Réseau européen des métiers du patrimoine;

5° conclure des accords et coopérer avec les institutions compétentes en la matière et s'associer aux initiatives de la Région en matière de formation;

6° assumer la promotion de ces formations en Belgique et à l'étranger, ainsi que d'assurer la diffusion à l'étranger dans le cadre de la coopération internationale.

#### Titre XIII. — *Du domaine de la Région relevant du patrimoine*

Art. 53. Selon les dispositions qu'il arrête et pour la liste des biens qu'il fixe, le Gouvernement assure la valorisation de tout ou partie de biens classés relevant du domaine de la Région.

La valorisation consiste à :

1° conclure des accords pour délimiter la sphère d'intervention de chacune des administrations régionales concernées sur les biens inscrits sur la liste fixée par le Gouvernement;

2° concevoir des projets d'affectation ou de réaffectation de ces biens;

3° assurer pour ces biens, la valorisation, la promotion, l'accès et l'accueil du public;

4° réaliser des investissements indispensables à la concrétisation des projets visés au point 2° et assurer, s'il échet, la maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée de ces investissements;

- 5° assurer ou faire assurer l'exploitation de ces biens une fois les investissements effectués;
- 6° réaliser ou faire réaliser des manifestations publiques sur ou dans ces biens et des publications à leur propos;
- 7° recueillir et réaffecter sur ces biens les recettes éventuelles liées à leur gestion ou aux manifestations qui s'y réalisent.

Art. 54. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement et dans les limites des crédits budgétaires, la Région peut accorder une subvention annuelle de fonctionnement aux personnes physiques ou morales qu'elle charge de l'exploitation des biens classés visés à l'article 53. ».

*Section 2. — Modifications apportées au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 3. A l'article 81, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par les décrets des 23 juin 2016 et 20 juillet 2016, les mots, les mots « visés à l'article D.IV.17, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du CoDT » sont remplacés par les mots :

« classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au sens du Code wallon du Patrimoine ».

*Section 3. — Modifications apportées au décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales*

Art. 4. A l'article 83, § 1<sup>er</sup>, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, modifié par l'article 36 du décret du 20 juillet 2016, les mots « visés à l'article 109 du CWATUPE » sont remplacés par les mots :

« classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au sens du Code wallon du Patrimoine ».

*Section 4. — Modifications apportées au Code du Développement territorial*

Art. 5. L'article D.I.4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code du Développement territorial, est complété comme suit :

« 6° sur les projets de classement au sens du Code wallon du Patrimoine lorsqu'il n'existe pas de commission communale visée à l'article D.1.7. ».

Art. 6. Dans l'article D.IV.1, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le point 3° est abrogé;
- b) le point 4° devient le point 3° et les mots « visée à l'article 216/1, § 2, » y sont remplacés par les mots qui suivent :  
" préalable visée à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, »;
- c) le point 5° est abrogé;
- d) l'alinéa 2 du paragraphe 2 du même article, est remplacé par ce qui suit :

« Cette liste n'est toutefois pas applicable aux actes et travaux qui se rapportent à des biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les biens situés dans une zone de protection, pastillés à l'inventaire régional du patrimoine, repris aux inventaires communaux, ou concernant le petit patrimoine populaire, les exonérations de permis d'urbanisme qui ne sont pas applicables. ».

Art. 7. Dans l'article D.IV.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 16°, du même Code, les mots « de l'article 187, 11, » sont supprimés;

Art. 8. Dans l'article D.IV.17, alinéa 1<sup>er</sup>, le point 3°, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« 3° pour la région de langue française, lorsque la demande concerne des biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, soumis provisoirement aux effets du classement, visés à la carte archéologique, ou situés dans une zone de protection au sens du Code wallon du Patrimoine; ».

Art. 9. Dans l'article D.IV.22, alinéa 1<sup>er</sup>, 11°, du même Code, les mots « à l'article 187, 12° » sont remplacés par les mots « à l'article 20 ».

Art. 10. Dans l'article D.IV.31, § 3, alinéa 2, du même Code, les mots " inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, ou soumis provisoirement aux effets du classement, » sont supprimés et les mots « à l'article 209 » sont remplacés par les mots « à l'article 21 ».

Art. 11. Dans l'article D.IV.35 du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Pour la région de langue française, la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 requiert, lorsqu'elle porte sur des actes et travaux relatifs :

1°) à un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au sens du Code wallon du Patrimoine, l'avis conforme de l'administration du patrimoine et l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles;

2°) à un bien situé dans une zone de protection, repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine ou visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XX<sup>ème</sup> siècle au sens du Code wallon du Patrimoine, l'avis de l'Administration du patrimoine et l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles;

3°) à un bien relevant du petit patrimoine populaire, repris à l'inventaire communal, visé à la carte archéologique ou dont la superficie du projet de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare au sens du Code wallon du Patrimoine, l'avis de l'Administration du patrimoine. ».

Art. 12. Dans l'article D.IV.37 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« L'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles visé à l'article D.IV.35, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, est transmis dans le même délai à l'Administration du patrimoine; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie. »;

2° il est inséré un alinéa 3 nouveau rédigé comme suit :

« L'avis de l'Administration du patrimoine visé à l'article D.IV.35, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande de l'autorité compétente; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie. Lorsque le collège communal est l'autorité compétente, une copie de l'avis est envoyée simultanément au fonctionnaire délégué. ».

**Art. 13.** L'article D.IV.40 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une enquête publique est requise pour toute demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 relative à la construction, la reconstruction ou la transformation d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou visés à la carte archéologique au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

**Art. 14.** Dans le livre IV, Titre II, Chapitre VI, du même Code, la Section 4 contenant l'article D.IV.44 est abrogée.

**Art. 15.** Dans l'article D.IV.66, alinéa 3, 2°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « s'il est classé ou soumis provisoirement aux effets du classement » sont remplacés par les mots « s'il est classé ou visé par une procédure de classement, »;

b) les mots « visée à l'article 209 du » sont remplacés par les mots « visée à l'article 21 du même Code »;

c) il est complété par ce qui suit :

« Lorsque la demande est relative à un bien visé au Titre VI ou au Titre VII du Code wallon du Patrimoine, le Gouvernement invite l'Administration du patrimoine. Lorsque la demande a fait l'objet d'un avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, le Gouvernement invite la Commission. ».

**Art. 16.** Dans l'article D.IV.89, 2°, du même Code, les mots « de l'article 245 » sont remplacés par les mots « de l'article 41, 1° ».

**Art. 17.** Dans l'article D.IV.91, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même Code, les mots « de l'article 245 » sont remplacés par les mots « de l'article 41, 2° ».

**Art. 18.** Dans l'article D.IV.97, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point b), les mots « visée à l'article 193 du » sont remplacés par le mot « du »;

2° au point c), les mots « classé en application de l'article 196 du même Code » sont remplacés par les mots « visés par une procédure de classement ou classés, au sens du même Code »;

3° au point d), les mots « visée à l'article 209 du » sont remplacés par les mots « du »;

4° le point e) est remplacé par ce qui suit : « visé à la carte archéologique au sens du même Code »;

5° le 6° est complété par ce qui suit :

« g) repris au titre de bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine, repris à l'inventaire communal ou relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région, au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

**Art. 19.** Dans l'article D.VII.1, § 1<sup>er</sup>, 7°, du même Code, le « 7° » est remplacé comme suit :

« 7° pour la région de langue française, le non-respect des dispositions du Code wallon du Patrimoine. ».

#### CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 20.** L'inventaire du patrimoine monumental et l'inventaire du patrimoine immobilier culturel constituent les outils d'aide à la décision de l'Administration du patrimoine jusqu'à la publication de l'inventaire régional du patrimoine visé à l'article 11 du Code wallon du Patrimoine.

L'inventaire du patrimoine archéologique et le zonage archéologique constituent des outils d'aide à la décision de l'Administration du patrimoine. L'inventaire du patrimoine archéologique est utilisé en matière d'archéologie préventive jusqu'à la publication de la carte archéologique visée à l'article 13 du Code wallon du Patrimoine.

**Art. 21.** Toute procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde, de classement ou de modification d'un arrêté de classement, toute autorisation de fouilles archéologiques ou tout subventionnement en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret est poursuivi sur la base des dispositions du Code wallon du Patrimoine applicables avant cette date.

**Art. 22.** La fiche d'état sanitaire approuvée par le Gouvernement ou son délégué avant l'entrée en vigueur du présent décret tient lieu de fiche patrimoniale au sens de l'article 3, 6°, du Code wallon du Patrimoine.

**Art. 23.** Les demandes de permis et de certificat d'urbanisme n°2 relatives à des actes et travaux projetés sur un bien inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets de classement, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique en vertu des dispositions du Code wallon du Patrimoine applicables avant la date d'entrée en vigueur du présent décret et dont l'accusé de réception est antérieur à cette date poursuivent leur instruction sur la base des dispositions du Code du Développement territorial en vigueur à la date du récépissé ou de l'accusé de réception de la demande.

Les projets pour lesquels un certificat de patrimoine a été délivré mais aucune demande de permis introduite, peuvent poursuivre leur instruction sur la base des dispositions du Code du Développement territorial applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les demandes de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de permis d'urbanisation relatives à un bien inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique et dont la date du récépissé ou de l'accusé de réception de la demande est antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret, poursuivent leur instruction sur la base des dispositions qui étaient applicables à cette date.

**Art. 24.** La Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne, instituée avant l'entrée en vigueur du présent décret, reste valablement constituée jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 10 du Code wallon du Patrimoine.

**Art. 25.** Tout appel à projets relatif au petit patrimoine populaire wallon lancé avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date du lancement de l'appel à projets.

**Art. 26.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 26 avril 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la  
Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des  
Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et  
délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————  
Note

(1) Session 2017-2018.  
Documents du Parlement wallon, 1053 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 6.  
Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2018.  
Discussion.  
Vote.

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202569]

### 26 APRIL 2018. — Decreet betreffende het Waalse Erfgoedwetboek (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het Franse taalgebied.

Hoofdstuk 1. — *Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling 1.* — Wijzigingen in het Waalse Erfgoedwetboek

**Art. 2.** De artikelen 185 en 252 van het Waalse Erfgoedwetboek worden vervangen als volgt :

"Waalse Erfgoedwetboek

TITEL 1. — *Algemene bepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen kader*

Artikel 1. Onder het erfgoed vallen de gezamenlijke onroerende goederen die een weerspiegeling en uitdrukking zijn en vormen van de voortdurend evoluerende waarden, geloofsbelijdenis, kennis, vaardigheden en tradities waarvan de bescherming verantwoord is wegens met name hun belang voor archeologie, geschiedenis, wetenschap, kunsten, maatschappij, techniek, herinnering, schoonheid, landschap of stedenbouw, en waarbij rekening gehouden wordt met criteria inzake zeldzaamheid, authenticiteit, integriteit of representativiteit. Daartoe behoren ook alle aspecten van de omgeving die voortvloeien uit de interactie in de tijd tussen personen en plaatsen.

Het Gewest, de gemeenten, de openbare en privé-actoren en de inwoners dragen voor de erfgoedbescherming bij tot de erkenning, de geïntegreerde instandhouding, de ontwikkeling en het beheer van het erfgoed dat ze zullen doorgeven aan de komende generaties.

Voorafgaand aan elke beslissing tot oprichting van een nieuw gebouw en om de geïntegreerde instandhouding van hun erfgoed te garanderen, moeten de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Waalse Huisvestingsmaatschappij, de door deze laatste erkende publieke vastgoedmaatschappijen, de provincies, de gemeenten en de intercommunales, de kerkfabrieken en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de studie voorleggen waaruit blijkt dat het onmogelijk is het goed of de goederen uit het erfgoed waarvan zij eigenaar zijn te gebruiken voor de activiteit waarvoor een stedenbouwvergunning is gevraagd indien ze beschermd worden of waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst van toepassing is, en indien ze op de gewestelijke erfgoedinventaris of op de gemeentelijke erfgoedinventaris staan.

De Regering bezorgt het Parlement om de drie jaar een verslag over de stand van zaken en de vooruitzichten inzake bescherming van het erfgoed.

Art. 2. Op straffe van nietigheid moet elke zending bedoeld in dit Wetboek met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte gebeuren, ongeacht de uitreikingsdienst die gebruikt wordt.

De Regering kan de lijst vaststellen van de procédés die zij aanvaardt om elke verzending en elke ontvangst van een vaste dagtekening te voorzien. Elk schrijven moet ten laatste op de vervalddag van de voorgeschreven termijn verzonden worden.

De aangetekende elektronische berichten moeten in overeenstemming zijn met het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden.

De dag van verzending of ontvangst van de akte, die als begindatum van de termijn geldt, wordt niet meegerekend.

De vervalddag is in de termijn inbegrepen. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de volgende werkdag.

#### HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

Art. 3. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1° Administratie van het erfgoed : de dienst die door de Regering wordt belast met de uitvoering van de bevoegdheden van het Gewest inzake erfgoed;

2° geïntegreerde instandhouding : met inachtneming van de kenmerken die de bescherming van een goed hebben gerechtvaardigd, het geheel van de maatregelen met als doel :

a) te zorgen voor de duurzaamheid van het goed;

b) te zorgen voor de handhaving van het goed in het kader van een geschikte, bebouwde of onbebouwde omgeving;

c) een gepaste bestemming van het goed te bepalen om het op duurzame wijze aan te passen aan de behoeften van de gemeenschap op sociaal, economisch, demografisch vlak, op vlak van energie, erfgoed, leefmilieu of mobiliteit;

3° archeologisch goed: alle materiële overblijfselen, van paleontologische aard of het spoor ervan inbegrepen, gelegen onder of boven de grond, onder het water, beschouwd als bewijs van de bedrijvigheid van de mens of van zijn leefmilieu, van verlopen tijdperken of beschavingen, ongeacht de kunstwaarde ervan;

4° klein volkspatrimonium : de niet-beschermde elementen van het erfgoed die de Regering erkent als elementen met een patrimoniaal belang, die vanuit de openbare ruimte zichtbaar zijn of die voor het publiek toegankelijk zijn en die als referentie dienen voor een plaatselijke bevolking of die tot het samenhorighedsgevoel bijdragen;

5° beschermingslijst : de lijst van onroerende goederen bedreigd met vernietiging of met een voorlopige of definitieve wijziging, die tijdelijk worden beschermd;

6° erfgoedfiche : het document opgemaakt door de Regering of door de dienst die ze daartoe aanwijst, voor een goed dat onder het erfgoed valt, en dat de volgende gegevens omvat :

a) de erfgoedevaluatie van het goed, uitgevoerd op grond van de in artikel 1 bedoelde belangen en criteria om zijn bescherming te rechtvaardigen;

b) de technische aanwijzingen in verband met de algemene fysieke staat en de instandhouding van het goed, vastgesteld op grond van een visuele erkenning van de ziektes die het goed treffen, om over te gaan tot een wijziging of de schraping van de beschermingsmaatregel;

c) de identificatie van de te nemen maatregelen om het goed in goede staat te handhaven en om de herstelwerken van bedoeld goed te verrichten, met inbegrip van de eventuele voorafgaandelijke studies;

7° beschermd goed: elk goed dat wegens zijn erfgoedwaarde het voorwerp uitmaakt van een bescherming en dat geheel of gedeeltelijk :

a) ofwel, als monument, elke afzonderlijk architecturale, sculpturale of vegetale geïsoleerde en opmerkelijke verwezenlijking omvat, met inbegrip van de bij opname of bestemming geïmmobiliseerde elementen en de culturele elementen die daar volledig deel van uitmaken, namelijk de bijkomende uitrusting en de decoratieve elementen;

b) ofwel, als architectonisch geheel, elke groep van bouwwerken omvat, met inbegrip van hun verbindings-elementen, en die opvallen door hun coherentie of hun integratie in het landschap;

c) ofwel, als site, elk werk van de natuur of elk werk dat door toedoen van mens en natuur tot stand is gekomen, omvat, waarbij een opmerkelijke ruimte ten opzichte van één of meerdere criteria bedoeld in artikel 1 ontstaat, die karakteristiek en coherent genoeg is om topografisch afgebakend te worden;

d) ofwel, als archeologische site, uit elk terrein, elk geologische of pedologische formatie, elk gebouw, geheel van gebouwen of site die daadwerkelijk of vermoedelijk archeologische goederen bevat, is samengesteld.

8° beschermingsgebied : het gebied gelegen rondom een onroerend goed dat opgenomen is op de beschermingslijst of de monumentenlijst, en waarvan de omtrek is afgebakend al naar gelang de eisen voor de geïntegreerde instandhouding van dat goed;

9° werelderfgoed : elk beschermd onroerend goed erkend overeenkomstig de Overeenkomst inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld, opgemaakt te Parijs op 16 november 1972;

10° "CoDT" : het Waalse Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling;

11° gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw : de ambtenaar bedoeld in artikel D.I.3 van het "CoDT";

12° Commissie : de Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen;

13° gemeentelijke commissie : de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit bedoeld in artikel D.I.7 van het "CoDT";

14° Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" : de beleidsgroep bedoeld in artikel 1 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

15° onderhoud : alle preventieve of curatieve onderhoudshandelingen, die noch het buitenaanzicht van het goed, noch het binnenaanzicht van een beschermd goed dat op de beschermingslijst opgenomen wordt of voorlopig onderworpen aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst, noch zijn materialen, noch de kenmerken die zijn bescherming verantwoord hebben, wijzigen;

16° restauratie : alle andere sanerings-, herstel-, valorisatie-, veranderings- of onderhoudshandelingen en werken dan die bedoeld in 15°;

17° archeologische verrichtingen : alle volgende verrichtingen:

a) prospectie : de handeling waarbij archeologische goederen of locaties gelokaliseerd worden zonder ze te wijzigen.

b) archeologische proefboringen : de handelingen die de wijziging van de staat van een site inhouden en tot doel hebben zich te vergewissen van het bestaan van archeologische goederen of van het bestaan, de aard of de uitgestrektheid van een archeologische site;

c) reddingsopgravingen : de opgravingen betreffende archeologische sites die geheel of gedeeltelijk vernield worden;

d) preventieve opgravingen : de opgravingen betreffende archeologische sites die op korte termijn onomkeerbaar bedreigd zijn met gehele of gedeeltelijke vernieling;

e) geprogrammeerde opgravingen : de op lange termijn geplande opgravingen die nodig zijn voor de studie van een bepaald wetenschappelijk thema of van een archeologische site in zijn geheel, met inbegrip van de opmaak van de desbetreffende verslagen en hun bekendmaking;

18° toevallige ontdekking : elke onvoorziene blootlegging van één of meerdere archeologische goederen;

19° eigenaar : elke publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht op een goed dat onder het erfgoed valt.

#### Titel II. — *Werelderfgoed*

Art. 4. Wanneer een element van het erfgoed of een deel van het grondgebied erkend wordt als werelderfgoed, wordt de beschermingsvereiste van zijn uitzonderlijke universele waarde, evenals het beheersplan van het goed en het buffergebied die tot dit doel strekken, mee overwogen in de desbetreffende vergunningen voor handelingen en werken.

Art. 5. De Regering richt een "Comité wallon du patrimoine mondial" (Waalse comité voor het werelderfgoed) op. Het Comité bestaat uit :

1° de Minister van Erfgoed, die het comité voorzigt;

2° de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen;

3° de Minister van Toerisme;

4° de voorzitter van de afdeling Wallonië-Brussel van de "International Council on Monuments and Sites";

5° de voorzitter van de commissie;

6° de inspecteur-generaal van de Administratie van het Erfgoed;

7° de Commissaris-generaal voor Toerisme;

8° de administrateur-generaal van "Wallonie-Bruxelles international" of hun vertegenwoordigers.

In voorkomend geval kan het Comité deskundigen of specialisten uitnodigen, met name voor de bevordering van een erkend goed voor toeristische doeleinden.

Art. 6. Het Comité is belast de volgende elementen voor te stellen aan de Regering:

1° de omschrijving van een globale strategie in verband met de onroerende goederen van het werelderfgoed;

2° elk project m.b.t. een nieuwe inschrijving op de lijst van het werelderfgoed;

3° de prioriteiten in termen van begroting en programmering;

4° de goedkeuring van het beheersplan van elk goed.

De Regering kan de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel vaststellen.

Art. 7. Elk goed opgenomen op de lijst van het werelderfgoed en elk goed voorgesteld voor opname op de werelderfgoedlijst krijgt een beheersplan dat overeenstemt met de beleidsbepalingen voor de uitvoering van de overeenkomst bedoeld in artikel 3, 9°.

De Regering legt de inhoud van het beheersplan vast. In voorkomend geval wijzigt de Regering het besluit tot opname van het goed op de monumentenlijst overeenkomstig de bepalingen bedoeld in de artikelen 16 en volgende.

De Regering maakt de lijst van de goederen opgenomen op het werelderfgoed, met inbegrip van de omtrek van de desbetreffende bufferzones, in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst die zij aanwijst, bekend.

Art. 8. Elk beheersplan wordt voorbereid, uitgevoerd en bijgewerkt via een drieledige structuur bestaand uit een operationeel orgaan, "beheerscomité" genoemd, een beslissingsorgaan, "stuurcomité" genoemd en een referentie- en onderzoeksorgaan, "wetenschappelijk comité" genoemd.

De Regering stelt de samenstelling, de opdrachten en de werking van deze verschillende comités vast.

#### TITEL III. — *Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen*

Art. 9. De commissie wordt ermee belast :

1° algemene aanbevelingen inzake bescherming en ontwikkeling van het erfgoed aan de Regering te maken;

2° de adviezen te geven en de gemotiveerde voorstellen te doen, die op basis van het Wetboek worden aangevraagd;

3° de gemotiveerde adviezen te geven, die op grond van andere juridische bepalingen i.v.m. het erfgoed aangevraagd worden;

4° tot de uitwerking van het in artikel 1 bedoelde verslag bij te dragen;

5° tot de uitvoering van de in artikel 49, 1°, bedoelde opdracht bij te dragen.

De Waalse Regering kan de opdrachten van de Commissie aanvullen.

Art. 10. § 1. De Commissie richt een pluridisciplinair en onafhankelijk wetenschappelijk adviescollege op, waarvan de leden door de Regering worden aangewezen naar gelang van hun deskundigheid en hun ervaring inzake erfgoed.

§ 2. De Commissie wordt gestructureerd in een bureau, een gewestelijke kamer en gedecentraliseerde kamers.

De Regering bepaalt de opdrachten uitgeoefend respectievelijk door het bureau, de gewestelijke kamer en de gedecentraliseerde kamers.

§ 3. De Regering stelt de samenstelling, de wijze van aanwijzing van de leden en de werkingsmodaliteiten van de Commissie vast.

#### TITEL IV. — *Inventarissen van het erfgoed en archeologische kaart*

##### HOOFDSTUK I. — *Gewestelijke inventaris van het erfgoed*

Art. 11. Volgens de door haar bepaalde modaliteiten worden de administratieve en wetenschappelijke werktuigen voor de telling, de kennis, de sensibilisering, de informatie en hulp bij bescherming en besluitvorming voor de bebouwde, niet-bebouwde en archeologische goederen die geheel of gedeeltelijk een erfgoedwaarde hebben, door de Regering vastgesteld en bijgewerkt.

De gewestelijke inventaris van het erfgoed, opgemaakt op basis van de in artikel 1, eerste lid, bedoelde criteria, omvat de goederen van de inventaris van het culturele onroerende erfgoed en de goederen die vallen onder het klein volkspatrimonium bedoeld in artikel 3, 4°, waarvan de Regering de erkennings-, beschermings- en valorisatiemodaliteiten vaststelt.



De gewestelijke inventaris van het erfgoed wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK II. — Gemeentelijke inventarissen

Art. 12. § 1. Op initiatief van het gemeentecollege of de gemeentelijke commissie, indien ze bestaat, neemt de gemeenteraad een ontwerp van gemeentelijke inventaris van de goederen of gehelen van erfgoedgoederen aan, die voor het gemeentelijke grondgebied representatief zijn en die volgens hem beschermd moeten worden. De gemeentelijke inventaris omvat minstens de goederen die onder het klein volkspatrimonium vallen en die in aanmerking komen of zijn gekomen voor de financiële tegemoetkoming van het Gewest.

§ 2. De gemeenteraad legt het ontwerp van inventaris ter advies voor aan de gemeentelijke commissie, indien ze bestaat, en aan de administratie van het erfgoed. De gemeenteraad legt het ontwerp van gemeentelijke inventaris ter goedkeuring aan de Regering voor.

§ 3. De gemeentelijke inventaris van het erfgoed wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

§ 4. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de vaststelling en de aanneming van de gemeentelijke inventarissen alsook de bijzondere bekendmakings-, informatie- en beroepsmodaliteiten van de eigenaars.

#### HOOFDSTUK III. — Archeologische kaart

Art. 13. De archeologische kaart is het gekartografieerd beslissingsondersteunend instrument inzake informatie, voorkoming en beheer van ontdekkingsplaatsen van archeologische goederen en van in de telling vernoemde archeologische sites.

De archeologische kaart wordt door de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten vastgesteld en bijgewerkt. De kaart wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

Art. 14. Vóór de indiening van elke aanvraag voor een bebouwingsvergunning, stedenbouwkundige vergunning, stedenbouwkundige vergunning nr. 2, globale vergunning, geïntegreerde vergunning of in het kader van de uitvoering van de bodemonderzoeken of saneringsprojecten in de zin van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer en wat betreft een goed bedoeld in de archeologische kaart of waarvan de oppervlakte gelijk is aan of hoger dan één hectare, kan de aanvrager van de vergunning of van het getuigschrift bij zending aan de administratie van het erfgoed een archeologische informatie over het goed vragen.

Binnen twintig dagen na de aanvraag stuurt de administratie van het erfgoed de informatie en richt ze op dezelfde dag een afschrift ervan aan het gemeentecollege en aan de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

De Regering kan de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel nader bepalen.

#### TITEL V. — Bescherming van het erfgoed

##### HOOFDSTUK I. — Beschermingslijst

Art. 15. § 1. De Regering kan elk goed dat onder het erfgoed valt en dat op de volgende wijze beschermd kan worden, op de beschermingslijst opnemen :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
- 2° hetzij op verzoek van de eigenaar.
- 3° hetzij op voorstel van de Commissie;
- 4° hetzij op voorstel van het gemeentecollege;
- 5° hetzij op voorstel van de gemeentelijke commissie;
- 6° hetzij op verzoek van één of meerdere groepen, verenigingen of organisaties met als doelstelling of doel de instandhouding van het erfgoed en met hun zetel in het Waalse Gewest;
- 7° hetzij op verzoek van minstens driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners.

Behalve behoorlijk gemotiveerde dringendheid gaat de Regering slechts over tot deze inschrijving na advies van de commissie. Het advies wordt binnen dertig dagen na de aanvraag gezonden; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 2. Het goed wordt op de beschermingslijst opgenomen voor een periode van twaalf maanden zonder verlenging met ingang van de inschrijvingsdatum. Binnen deze termijn richt de administratie van het erfgoed een verslag over de opportuniteit om de procedure tot bescherming van het goed al dan niet in te leiden.

Het besluit tot opname van het goed op de beschermingslijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

Het besluit wordt per zending meegedeeld aan :

- 1° de eigenaar;
- 2° het gemeentecollege;
- 3° de Commissie;
- 4° de gemeentelijke commissie of, bij gebrek, de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";
- 5° de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

Het besluit tot opname van het goed op de beschermingslijst is bindend vanaf zijn bekendmaking of vanaf zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* indien deze aan eerstgenoemde bekendmaking voorafgaat.

##### HOOFDSTUK II. — Opname van een goed op de monumentenlijst

Art. 16. De Regering kan elk goed dat onder het erfgoed valt, als beschermd goed erkennen.

De Regering kan daartoe de procedure voor de opname op de monumentenlijst beginnen :

- 1° hetzij op eigen initiatief;
- 2° hetzij op verzoek van de eigenaar.
- 3° hetzij op voorstel van de Commissie;
- 4° hetzij op voorstel van het gemeentecollege;
- 5° hetzij op voorstel van de gemeentelijke commissie;

6° hetzij op verzoek van één of meerdere groepen, verenigingen of organisaties met als doelstelling of doel de instandhouding van het erfgoed en met hun zetel in het Waalse Gewest;

7° hetzij op verzoek van minstens driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het goed gelegen is indien de gemeente minder dan vijfduizend inwoners telt, van zeshonderd personen indien de gemeente vijfduizend tot dertigduizend inwoners telt of duizend personen voor een gemeente met meer dan dertigduizend inwoners.

Art. 17. § 1. Volgens de door haar bepaalde modaliteiten stelt de Regering het ontwerp van opname op de monumentenlijst vast op basis van de erfgoedfiche bedoeld in artikel 3, 6°, a) en kan de overwogen voorwaarden inzake het gebruik van elk zakelijk recht op het goed bepalen.

§ 2. Het besluit tot opname op de monumentenlijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

§ 2. Het ontwerp van opname op de monumentenlijst wordt tegelijkertijd gezonden aan :

1° het gemeentecollege;

2° aan de eigenaar, voor opmerkingen;

3° voor gemotiveerd advies:

a) aan de Commissie;

b) aan de gemeentelijke commissie of, bij gebrek, aan de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

c) aan de administraties en diensten die volgens haar ze moet raadplegen.

Elk advies bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt binnen negentig dagen na ontvangst van de aanvraag gezonden; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 3. Binnen vijftien dagen na de in § 2 bedoelde zending informeert de eigenaar via zending de huurder of de gebruiker van het betrokken onroerend goed, alsook iedere persoon die hij belast zou hebben met de uitvoering van handelingen werken aan het desbetreffend goed of die hij gemachtigd zou hebben ze uit te voeren. De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

§ 4. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het in § 2 ontwerp van opname op de monumentenlijst gaat het gemeentecollege over tot een openbaar onderzoek dat vijftien dagen duurt.

De dossiers kunnen alle werkdagen en minstens een dag tot 20 uur of 's zaterdags voormiddag op het gemeentehuis geraadpleegd worden.

Dit openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking op het gemeentehuis en op de plaats die voorwerp is van de ontwerp-opname op de monumentenlijst als door een bericht dat verschijnt in drie dagbladen van de streek. Indien er een gemeentelijk informatieblad bestaat dat aan de bevolking wordt uitgedeeld, wordt het bericht erin bekendgemaakt.

Bij gebrek aan een gemeentelijk bulletin wordt het advies in een gratis aan de bevolking uitgedeelde reclamekrant geplaatst.

De berichten vermelden het onderwerp van het onderzoek en dat het dossier geraadpleegd kan worden op het gemeentehuis overeenkomstig de in de vorige paragraaf aangeduide beginselen. De adviezen moeten tijdens de hele duur van het onderzoek perfect zichtbaar en leesbaar blijven.

Het openbare onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Binnen vijftien dagen na het einde van de in het eerste lid bedoelde termijn houdt het gemeentecollege of een lid ervan dat daartoe gemachtigd is, een openbare zitting waar eenieder die het wenst gehoord kan worden.

Aan het einde van die zitting wordt een verslag opgesteld waarbij het openbaar onderzoek gesloten wordt.

§ 5. Binnen vijftien dagen na de afsluitende vergadering van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege het dossier m.b.t. de opname op de monumentenlijst aan het gemeentecollege. Het gemeentecollege brengt een met redenen omkleed advies uit binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijnen wordt de procedure voortgezet.

§ 6. Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn van zestig dagen bedoeld in § 5 stuurt het gemeentecollege de volgende stukken aan de Regering :

1° de tijdens het openbaar onderzoek gemaakte opmerkingen;

2° het verslag waarbij het openbaar onderzoek gesloten is;

3° de beraadslaging van de gemeenteraad;

4° zijn met redenen omkleed advies; bij gebrek aan zending van advies binnen de voorgeschreven termijn kan de procedure voortgezet worden.

Art. 18. Op grond van de in artikel 17 bedoelde opmerkingen en adviezen kan de Regering tot opname van het goed op de monumentenlijst besluiten.

Indien een onroerend goed beoogd bij het dossier voor opname op de monumentenlijst gelegen is in de omtrek van een site erkend krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud houdt het besluit tot opname op de monumentenlijst van een goed rekening met de verplichtingen en het beheersplan bedoeld in deze wet.

Wanneer het besluit tot opname op de monumentenlijst wijzigingen bevat die aan een in lid 2 bedoeld bijzonder beheerplan dienen te worden aangebracht, beslist de Regering of dat plan dient te worden herzien.

Art. 19. Het besluit tot opname op de monumentenlijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de dienst aangewezen door de Regering bekendgemaakt.

Het besluit wordt per zending meegedeeld aan :

1° de eigenaar;

2° het gemeentecollege;

3° de Commissie;

4° de gemeentelijke commissie of, bij gebrek, de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";

5° de gemachtigd ambtenaar van de Stedenbouw.

Het besluit tot opname op de monumentenlijst wordt overgeschreven op het kantoor van bewaring der hypotheeken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze kennisgeving informeert de eigenaar de huurder of de gebruiker van het onroerend goed hieromtrent via verzending, op straffe hoofdelijk verantwoordelijk te worden gesteld voor het herstel van de plaats bedoeld in Boek VII van het "CoDT". De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving maakt het gemeentecollege het besluit tot opname op de monumentenlijst bekend door aanplakking op het gemeentehuis en op de betrokken plaatsen gedurende minimum dertig dagen.

De autoriteiten en de in het tweede lid bedoelde personen zijn onderworpen aan het besluit tot opname op de monumentenlijst vanaf zijn bekendmaking of vanaf zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* indien deze voorafgaat.

Art. 20. De Regering stelt een monumentenlijst vast, bevattende de goederen waarvan ze het buitengewoon patrimoniaal belang erkent.

De Regering legt de ontwerp-lijst of ontwerp-wijziging van de lijst ter advies aan de Commissie voor. Het advies wordt binnen zestig dagen na de aanvraag gezonden; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

### HOOFDSTUK III. — *Beschermingsgebied*

Art. 21. Het besluit waarbij een goed opgenomen wordt op de beschermingslijst of, respectievelijk, op de monumentenlijst kan rondom het betrokken goed een beschermingsgebied vaststellen, afgebakend door een omtrek al naar gelang de eisen voor de geïntegreerde instandhouding van dat goed.

Bij gemotiveerd besluit kan de Regering een beschermingsgebied vaststellen na de opname van het goed op de monumentenlijst of op de beschermingslijst.

Behalve behoorlijk gemotiveerde dringendheid gaat de Regering slechts over tot deze inschrijving na advies van de commissie. Het advies wordt binnen dertig dagen na de aanvraag gezonden; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

Voor werelderfgoed is het beschermingsgebied vervat in het buffergebied bedoeld in artikel 4.

De Regering kan de procedures en de nadere regels bepalen voor de vaststelling van het beschermingsgebied.

### HOOFDSTUK IV. — *Gevolgen van het statuut als beschermd goed, als goed opgenomen op de beschermingslijst of als goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn*

Art. 22. § 1. Alle gevolgen van de opname op de monumentenlijst zijn van toepassing op de goederen die het voorwerp zijn van een opname op de beschermingslijst of op de monumentenlijst tijdens een periode van twaalf maanden met ingang van de datum van de in de artikelen 15 en 17 bedoelde bekendmakingen.

§ 2. De eigenaar van een beschermd goed, van een goed opgenomen op de beschermingslijst of van een goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn, zorgt ervoor dat het goed in goede stand gehouden wordt. Hij mag bedoeld goed niet op definitieve wijze veranderen of laten veranderen, dan mits inachtneming van de bepalingen van de artikelen 25 en volgende.

Elke volledige afbraak van een beschermd goed of van een de monumentenlijst opgenomen goed is verboden, behalve in de in paragraaf 26 voorziene hypothese.

De werken voor de gedeeltelijke afbraak van een beschermd goed of van een op de monumentenlijst opgenomen goed kunnen of van een goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn, kunnen toegelaten worden zonder het onderwerp te zijn van een afvoeringsmaatregel indien zij de eigenschappen van het goed niet grondig wijzigen en voor zover zij het gevolg zijn van een project voor een nieuwe bestemming, een restauratie of een valorisatie dat door de Regering is goedgekeurd.

De volledige of gedeeltelijke verplaatsing van een beschermd goed of van een op de monumentenlijst opgenomen goed of van een goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn, is verboden, behalve indien de materiële vrijwaring van dat goed het hoogdringend zou bevelen. In dat geval worden de nodige waarborgen voor het uiteennemen ervan, zijn verplaatsing en zijn wederopbouw op een bepaalde plaats door de Regering vastgesteld.

§ 3. De gevolgen van het statuut als beschermd goed, als goed opgenomen op de beschermingslijst of als goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn, volgen het goed, ongeacht in welke handen ze terechtkomen. De erfdiensbaarheden die voortvloeien uit de bepalingen van dit Wetboek of van andere wetten, decreten en reglementen betreffende de wegen- en de bouwpolitie zijn niet van toepassing op de goederen, indien zij hun beschadiging of de wijziging van het aanzicht ervan als gevolg kunnen hebben.

§ 4. Bij onroerende overgang van het goed dient de instrumenterend notaris de desbetreffende informatie bij het gemeentebestuur in te winnen en ze over te schrijven op de authentieke akte.

In bekendmakingen die gepaard gaan met onroerende overgangen dient de instrumenterend notaris van het statuut van het goed gewag te maken.

De notaris moet de Administratie van het Erfgoed binnen de dertig dagen inlichten over de verandering van eigenaar van het goed of over de verandering van houder van een zakelijk recht over het goed.

§ 5. De bepalingen bedoeld in artikel D.IV.1, § 3, van het "CoDT" is van toepassing op elk beschermd goed, van elk goed opgenomen op de beschermingslijst of op elk goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn.

§ 6. Het besluit tot opname van een goed op de beschermingslijst of het besluit tot opname van een onroerend goed op de monumentenlijst kan bijzondere beschermings- en beheervoorwaarden bepalen waaraan het betrokken goed onderworpen is. Deze voorwaarden kunnen beperkingen i.v.m. het eigendomsrecht inhouden, het totaal of voorwaardelijk verbod te bouwen, te verkavelen of omheiningen te plaatsen inbegrepen.

Het besluit tot opname van een landschap op de monumentenlijst mag de vrijheid van de landbouwer(s) die dit landschap bebouwt (-en) niet beperken wat betreft de beplantingen en de teelten, met uitzondering evenwel van heggen, bosjes, dreven en bossen, vochtige gebieden en gebieden beschermd wegens het belang van hun vegetatie of fauna, alsook van de grond die archeologische vindplaatsen bedekt

§ 7. In het kader van de behandeling van een aanvraag tot herbestemming, herstel, consolidering, restauratie of valorisering van een opgenomen op de monumentenlijst of op de beschermingslijst of van een goed waarop de gevolgen van de opname op de monumentenlijst voorlopig van toepassing zijn, kunnen op grond van de erfgoedfiche handelingen en werken in verband met de gedeeltelijke afbraak of verbouwing toegelaten worden zonder voorafgaandelijke wijziging van het statuut van het goed, voor zover zij er de kenmerken van niet aanzienlijk veranderen.

#### HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het statuut van het beschermd goed van of van het beschermingsgebied*

Art. 23. De Regering kan de procedure tot wijziging of schrapping van het beschermingsbesluit opstarten, op basis van :

1° de erfgoedfiche bedoeld in artikel 3, 6°, a) en b);

2° het onderzoek om na te gaan of de aangenomen beschermingsmaatregel in overeenstemming is met de belangen en criteria bedoeld in artikel 1 of op basis van het bewijs dat nieuwe omstandigheden sinds de datum van het beschermingsbesluit ertoe geleid hebben tot een verlaging van het belang van het goed, in de zin van artikel 1, eerste lid.

De procedure tot wijziging of schrapping is in overeenstemming met de bepalingen bedoeld in artikelen 16 en volgende.

#### HOOFDSTUK VI. — *Schilden en borden*

Art. 24. Het beschermd goed wordt geïdentificeerd door het plaatsen van een schild of bord dat zijn statuut vermeldt. De Regering bepaalt de grafische vormgeving, de afmetingen, de minimale inhoud en de plaats van de schilden en borden om de publieke opinie bewust te maken van de beschermingsmaatregelen die worden toegepast.

#### Titel VI. — *Handelingen en werken op beschermde goederen of goederen waarop de gevolgen van de bescherming van toepassing zijn*

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 25. Handelingen en werken op een beschermd goed, opgenomen op de beschermingslijst of waarop de gevolgen van de bescherming tijdelijk van toepassing zijn, uitvoeren of laten uitvoeren vereisen het volgende :

1° hetzij een verklaring die het voorwerp en de kenmerken van de geplande handelingen en werken omschrijft, die door de aanvrager(s) per schrijven gelijktijdig aan de bevoegde overheid en aan de erfgoedadministratie gericht wordt, wanneer :

a) de geplande handelingen en werken instandhoudingsverrichtingen zijn zoals bedoeld in artikel 3, 15°;

b) rekening houdend met hun omkeerbaarheid, dringende bewarende handelingen en werken uitgevoerd werden of gepland worden, met of zonder de nodige voorafgaandelijke vergunning in de zin van het Wetboek, met het oog op de onverwijfde vrijwaring van het geheel of een deel van het bedreigd goed wegens weersomstandigheden ofwel een toevallige gebeurtenis;

2° hetzij de vergunning bedoeld in artikel D.IV.14 van het Wetboek, op advies van de Commissie en na eensluidend advies van de erfgoedadministratie en van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw;

- de adviezen van de erfgoedadministratie en van de Commissie worden verzocht en verzonden overeenkomstig artikelen D.IV.35, eerste lid, 1 en D.IV.37, lid 1°n 3, van het Wetboek;

- het eensluidend advies van de erfgoedadministratie betreft de gevolgen van het project voor de erfgoedeigenschappen van het goed;

- het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw, bedoeld in artikel D.IV.17, 3° van het Wetboek, betreft de gevolgen van het project voor de stedenbouwkundige eigenschappen van het goed en vermeldt het eensluidend advies van de erfgoedadministratie;

- op verzoek van het gemeentecollege, de erfgoedadministratie of de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw gaan deze desnoods minstens een keer overleg plegen om hun standpunten te harmoniseren rond het project; overlegmodaliteiten kunnen door de Regering worden bepaald;

3° hetzij de vergunning bedoeld in artikel D.IV.22 van het Wetboek, op advies van de Commissie en op eensluidend advies van de erfgoedadministratie :

- de adviezen van de erfgoedadministratie en van de Commissie worden verzocht en verzonden overeenkomstig artikelen D.IV.35, eerste lid, 1 en D.IV.37, lid 1°n 3, van het Wetboek;

- het eensluidend advies van de erfgoedadministratie betreft de gevolgen van het project voor de erfgoedeigenschappen van het goed;

- de beslissing van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw vermeldt het eensluidend advies van de erfgoedadministratie;

- op verzoek van de erfgoedadministratie of de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw gaan deze desnoods minstens een keer overleg plegen om hun standpunten te harmoniseren rond het project; overlegmodaliteiten kunnen door de Regering worden bepaald;

4° hetzij de beslissing na het beroep bedoeld in artikel D.IV.24 van het Wetboek;

5° hetzij de vergunning bedoeld in artikel D.IV.25 van het Wetboek, op advies van de commissie; het advies van de commissie wordt door de Regering verzocht; het advies wordt binnen dertig dagen na het verzenden van de aanvraag verstuurd; wordt er geen advies binnen de opgelegde termijn verzonden, kan de procedure voortgezet worden.

De Regering bepaalt de verzendingsprocedure, de inhoud, de effecten en het model van het formulier van de verklaring bedoeld in lid 1,1°.

Art. 26. In afwijking van artikelen 133 en 135, § 2, tweede lid, 1°, van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, mag de burgemeester, indien een beschermd monument dreigt in te storten, zijn volledige of gedeeltelijke afbraak bevelen. Gelijktijdig geeft hij kennis van zijn beslissing aan de Regering. Deze beslissing is uitvoerbaar binnen veertien dagen na ontvangst van deze kennisgeving indien de Regering ze tijdens die termijn per schrijven niet geschorst heeft.

De Regering kan de kennisgevingsprocedure met betrekking tot de beslissing van de burgemeester bepalen.

HOOFDSTUK II. — *De eerste erfgoedvergadering*

Art. 27. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de in artikel 25, 1<sup>o</sup>, a) bedoelde verklaring of binnen acht dagen na ontvangst van de in artikel 25, 1<sup>o</sup>, b) bedoelde verklaring, na het verzoek van het gemeentecollege of op eigen initiatief, roept desnoods de erfgoedadministratie per schrijven een erfgoedvergadering samen, waarvoor de volgende mensen uitgenodigd worden :

- 1<sup>o</sup> de aanvrager(s), de eigenaar(aren) en in voorkomend geval, de projectontwerper;
  - 2<sup>o</sup> de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw;
  - 3<sup>o</sup> het gemeentecollege;
  - 4<sup>o</sup> de Commissie;
- of hun vertegenwoordigers.

§ 2. In het kader van de samenstelling van het aanvraagdossier, hetzij voor een stedenbouwkundig attest nr. 2, hetzij voor een vergunningsaanvraag bedoeld in artikel 25, lid 1, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> of 5<sup>o</sup>, verzoekt(ken) de aanvrager(s) de erfgoedadministratie om het houden van de eerste erfgoedvergadering met betrekking tot het ontwerp van het project en waarvoor de mensen bedoeld in paragraaf 1 uitgenodigd worden.

De vergaderingsaanvraag wordt per schrijven naar de erfgoedadministratie verzonden, die binnen tien dagen de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw daarvan op de hoogte brengt, er per zending ontvangst van bericht en binnen veertig dagen na de zending van het ontvangstbewijs de datum van de vergadering bepaalt.

In het geval van een monument of een architecturaal geheel bevat de vergaderingsaanvraag de erfgoedfiche van het goed evenals een nota die de bedoelingen van de eigenaar betreffende de geïntegreerde instandhouding van het goed omschrijft. Mocht het niet het geval zijn, levert de Regering of de daartoe gemachtigde dienst deze fiche ten laatste tijdens de vergadering.

De erfgoedfiche met betrekking tot een goed dat tot het werelderfgoed behoort, moet in overeenstemming met het beheersplan van het goed bedoeld in artikel 7 zijn.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de erfgoedfiche evenals de procedure waarbij ze opgemaakt, aangenomen en herzien moet worden.

Art. 28. § 1. De personen bedoeld in artikel 27 overleggen over het project om te beoordelen of de geïntegreerde instandhouding van het goed een feit is, en om in voorkomend geval het project aan te passen.

De aanvrager(s) wordt(den) ingelicht :

- 1<sup>o</sup> in het geval van artikel 25, lid 1<sup>o</sup>, a) of b), of de handelingen en werken al dan niet een vergunning vereisen en of de verklaring al dan niet bijzondere uitvoeringsvoorwaarden vereist;
- 2<sup>o</sup> over welke operationele bepalingen hij kan beschikken.

De aanvrager wordt ingelicht over de documenten die nodig zijn voor het project inzake voorafgaande of aanvullende studies, archeologische verrichtingen, aanvullende plannen en details, bestekken, opmetingsstaten en kostenramingen, met betrekking tot de markten.

§ 2. Binnen de vijftien dagen na de vergadering maakt de erfgoedadministratie het proces-verbaal op en geeft ze de op de vergadering aanwezige partijen daarvan per schrijven kennis.

Binnen vijftien dagen na het ontvangen van het proces-verbaal richten de op de vergadering aanwezige partijen hun opmerkingen of akkoord per schrijven aan de erfgoedadministratie; bij gebreke hiervan wordt het proces-verbaal goedgekeurd geacht.

Het proces-verbaal kan tijdens de vergadering goedgekeurd worden. Op de vergadering kan er beslist worden de termijnen bedoeld in leden 1 en 2 van deze paragraaf te beperken.

Indien uit het proces-verbaal blijkt dat er een betwisting tussen de partijen bestaat over de al dan niet noodzakelijkheid van een vergunning, is de vergunning vereist.

HOOFDSTUK III. — *De tweede erfgoedvergadering*

Art. 29. Voorafgaand aan de indiening van de aanvraag, hetzij voor een stedenbouwkundig attest nr. 2, hetzij voor de vergunning bedoeld in artikel 25, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, verzoekt(ken) de aanvrager(s) de erfgoedadministratie om het houden van de tweede erfgoedvergadering en sturen ze de ontwerpen van de plannen en de documenten vereist voor het onderzoek van de vergunningsaanvraag op.

Binnen de vijftien dagen na de vergadering maakt de erfgoedadministratie het proces-verbaal op en geeft ze de op de vergadering uitgenodigde partijen daarvan per schrijven kennis.

Binnen vijftien dagen na het ontvangen van het proces-verbaal richten de op de vergadering aanwezige partijen hun opmerkingen of akkoord per schrijven aan de erfgoedadministratie; bij gebreke hiervan of indien het proces-verbaal niet uitdrukkelijk goedgekeurd wordt, kunnen de aanvrager(s) hun vergunningsaanvraag of stedenbouwkundig attest nr. 2 overeenkomstig artikel D.IV.32 van het Wetboek indienen.

De in artikel 28, § 2, lid 3 bedoelde bepaling is van toepassing.

De tweede erfgoedvergadering vervangt de projectvergadering in de zin van artikel D.IV.31 van het Wetboek.

De aanvrager voegt bij zijn vergunningsaanvraag het proces-verbaal van de twee erfgoedvergaderingen, of bij gebreke daarvan, het bewijs dat deze verzocht werden.

HOOFDSTUK IV. — *Erfgoedvergaderingen betreffende de behandeling en uitvoering van de stedenbouwkundige vergunningen inzake beschermde goederen, goederen opgenomen op de beschermingslijst of waarop de gevolgen van de bescherming tijdelijk van toepassing zijn*

Art. 30. § 1. De bevoegde overheid richt aan de erfgoedadministratie een afschrift van het ontvangstbewijs van de vergunningsaanvraag of van de opsomming van de ontbrekende stukken bedoeld in artikel D.IV.33 van het Wetboek.

Binnen de vijf dagen na het ontvangen van het afschrift van het ontvangstbewijs kan de erfgoedadministratie desnoods een derde erfgoedvergadering met de personen bedoeld in artikel 27, § 1, bijeenroepen, waarbij de documenten bedoeld in artikel 28, § 1 onderzocht worden. Deze vergadering wordt gehouden voordat de erfgoedadministratie haar advies aan de bevoegde overheid richt.

§ 2. Zodra de beslissing in verband met de vergunning bedoeld in artikel 25, eerste lid, 2<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup> ontvangen wordt, verzoekt de aanvrager of de erfgoedadministratie het houden van de erfgoedvergadering(en) met betrekking tot de uitvoering van de vergunning. De personen bedoeld in artikel 27 worden ervoor uitgenodigd. De nadere regels bedoeld in artikel 29, leden 2, 3 en 4, zijn van toepassing.

Titel VII. — *Handelingen en werken op erfgoed niet bedoeld in Titel VI*

Art. 31. Voor elke aanvraag betreffende een bebouwingsvergunning, stedenbouwkundige vergunning, stedenbouwkundig attest nr. 2, globale vergunning of geïntegreerde vergunning met betrekking tot een goed :

- 1° hetzij in een beschermingsgebied gelegen;
- 2° hetzij bij de gewestelijke erfgoedinventaris opgenomen;
- 3° hetzij tot het klein volkspatrimonium behorend, dat de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest krijgt of gekregen heeft;
- 4° hetzij op de gemeentelijke inventaris opgenomen;
- 5° hetzij op de archeologische kaart opgenomen voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de dragende structuur van een gebouw van vóór de twintigste eeuw inhouden;
- 6° hetzij op de archeologische kaart opgenomen, voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de grond of ondergrond van het goed inhouden;
- 7° dat hetzij van een project deel uitmaakt waarvan de bouwooppervlakte en de oppervlakte bestemd voor de inrichting van de omgeving gelijk aan of hoger is dan één hectare, verzoekt de bevoegde overheid het advies van de erfgoedadministratie en in voorkomend geval het advies van de commissie; de adviezen worden overeenkomstig artikelen D.IV.35, leden 1, 2 en 3, en D.IV.37, leden 1 en 3 van het Wetboek verzocht en verzonden.

Het advies van de erfgoedadministratie betreft de gevolgen van het project voor de erfgoedeigenschappen van het goed.

Het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw, het eenvoudig advies van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw indien diens advies verzocht wordt of de beslissing van de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw indien hij de bevoegde overheid vertegenwoordigt, betreft de gevolgen van het project voor de stedenbouwkundige eigenschappen van het goed en vermeldt het advies van de erfgoedadministratie.

Op verzoek van het gemeentecollege, de erfgoedadministratie of de gemachtigd ambtenaar bij de Stedenbouw gaan deze desnoods minstens een keer overleg plegen om hun standpunt te harmoniseren rond het project; overlegmodaliteiten kunnen door de Regering worden bepaald.

Art. 32. De beslissing van de bevoegde overheid bedoeld in artikel 31 vermeldt het advies van de erfgoedadministratie.

De dag waarop de bevoegde overheid haar beslissing aan de aanvrager richt, verzendt ze een afschrift per schrijven aan de erfgoedadministratie.

Titel VIII. — *Archeologisch erfgoed*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 33. Volgens de modaliteiten die zij vastlegt kan de Regering op eigen initiatief en te allen tijde beslissen archeologische verrichtingen uit te voeren, met inbegrip van de verrichtingen met gewestelijk statuut, en de erfgoedadministratie wordt daartoe bevoegd.

Art. 34. Niemand mag overgaan tot archeologische verrichtingen, met uitzondering van de prospecties, zonder de voorafgaande machtiging van de erfgoedadministratie, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Het verlenen of het intrekken van deze machtiging wordt aan het advies van de commissie onderworpen.

Een periodiek programma van door de erfgoedadministratie uitgevoerde archeologische verrichtingen kan het voorwerp van een eenmalige machtiging uitmaken.

De machtiging betreft een bepaalde site. Ze vermeldt de toegelaten natuurlijke personen, de voorwaarden waaraan de toekenning van de machtiging verbonden is alsook de duur ervan. Ze kan verlengd worden.

Het toekennen van de machtiging is afhankelijk van :

- 1) het belang van de archeologische verrichtingen;
- 2) de bevoegdheid, de mankracht en de technische middelen waarover de aanvragers beschikken;
- 3) het bewijs van een overeenkomst met de eigenaar van de site;
- 4) een overeenkomst tussen het Gewest, de eigenaar van de site, de vinder en de opgravers betreffende de devolutie van de archeologische goederen en de inbewaargeving ervan;
- 5) de verplichting regelmatige verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn;
- 6) de verbintenis de archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen te verzamelen die toegankelijk zijn voor de vorsers.

De erkenningsmodaliteiten van de bewaarplaatsen worden door de Regering bepaald.

De machtiging kan geschorst of ingetrokken worden :

- 1° indien niet voldaan wordt aan de in lid 4 bedoelde voorwaarden;
- 2° indien blijkt dat de bevoegdheid, de mankracht of de materiële infrastructuur waarover de titularissen van de machtiging beschikken, duidelijk ontoereikend zijn wegens de omvang van de ontdekkingen.

De procedures tot toekenning, intrekking en schorsing van de machtiging worden door de Regering bepaald.

Art. 35. Op grond van het advies van de erfgoedadministratie kan de bevoegde overheid de afgifte van een bebouwingsvergunning, stedenbouwkundige vergunning, stedenbouwkundig attest nr. 2, globale vergunning of geïntegreerde vergunning aan de uitvoering van archeologische verrichtingen onderwerpen.

Art. 36. De Regering kan de lijst van de archeologische verrichtingen waarvan ze het gewestelijk statuut erkent, bepalen.

De Regering legt de ontwerp-lijst ter advies voor aan de commissie. Het advies wordt binnen zestig dagen na de aanvraag verzonden; wordt er geen advies binnen de opgelegde termijn verzonden, kan de procedure voortgezet worden.

Art. 37. Elke archeologische verrichting uitgevoerd op een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed krijgt van ambtswege het gewestelijk statuut.

Art. 38. Voor een archeologische verrichting met gewestelijk statuut kan de in artikel 34 bedoelde machtiging door de erfgoedadministratie enkel toegekend worden aan een universiteit, een wetenschappelijke instelling of, in het kader van een overlegde onderzoeksactie, aan een vereniging van meerdere bovenvermelde instellingen of aan een of meerdere ervan in samenwerking met een of meerdere privéverenigingen.

Art. 39. Het gebruik van elektronische of magnetische metaaldetectoren om archeologische verrichtingen uit te voeren of om archeologische goederen op te zoeken, is verboden.

In afwijking van lid 1 mogen enkel de erfgoedadministratie en elke titularis van de in artikel 34 bedoelde machtiging elektronische of magnetische detectoren gebruiken in de omtrek bedoeld door de machtiging.

Op elk beschermd goed of elke archeologische site mogen enkel de erfgoedadministratie en elke titularis bedoeld in artikel 34 in het bezit van elektronische of magnetische metaaldetectoren zijn.

Elke openbare informatie met betrekking tot de elektronische of magnetische detectoren mag noch de beschermde of archeologische sites, noch de gebieden met een patrimoniaal belang, noch de archeologische ontdekkingen, noch de schatten vermelden.

#### HOOFDSTUK II. — *Toevallige ontdekkingen en archeologische verrichtingen van openbaar nut*

Art. 40. Buiten archeologische verrichtingen moet elke persoon die een archeologisch goed of site ontdekt, er binnen drie werkdagen per schrijven aangifte van doen aan de gemeente en de erfgoedadministratie.

Binnen tien dagen brengt de erfgoedadministratie per schrijven de eigenaar en de gebruiker op de hoogte, indien deze de vindsters niet zijn, en richt gelijktijdig een afschrift van dit schrijven aan de gemeente.

Tijdens een periode van vijftien dagen na het ontvangen van het schrijven moeten de ontdekte archeologische goederen en de omtrek daarvan in staat gehouden worden, beschermd worden tegen beschadigingen en toegankelijk gemaakt worden door de eigenaar, de gebruiker en de vinder zodat de erfgoedadministratie de plaats kan bezoeken.

Deze periode van vijftien dagen kan ingekort of verlengd worden na gemotiveerde beslissing van de erfgoedadministratie.

De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel en de algemene beschermingsvoorschriften met een nominatieve waarde van toepassing op de archeologische goederen die toevallig werden ontdekt, bepalen.

Art. 41. In geval van toevallige ontdekking van archeologische goederen kan de Regering, bij de uitvoering van de afbraak bevolen op grond van artikel 26 of van een bebouwingsvergunning, stedenbouwkundige vergunning, globale vergunning of geïntegreerde vergunning beslissen dat het van openbaar nut is :

1° hetzij de uitvoering van de afbraak of de vergunning op te schorten voor een periode van maximaal zestig dagen, om archeologische verrichtingen te laten uitvoeren;

2° hetzij de opdracht tot de sloop te annuleren, de vergunning in te trekken, archeologische verrichtingen te laten uitvoeren, de voorwaarden te bepalen die nodig zijn voor de vrijwaring van het betrokken onroerend goed en van de ontdekte archeologische goederen, of de voorwaarden te bepalen waaronder later een vergunning zou toegekend kunnen worden.

Art. 42. § 1. De Regering kan de inbezitneming van een site om reden van openbaar nut vorderen om over te gaan tot archeologische peilingen of tot opgravingen. Behalve hoogdringendheid is het advies van de commissie vereist.

Het in het eerste lid bedoelde besluit van de Regering bepaalt voor elke site de voorwaarden waaronder genoemde verrichtingen uitgevoerd kunnen worden.

Het duidt de personen aan die gemachtigd zijn voor de archeologische peilingen of de opgravingen, bakent het terrein of de ruimte af waarvan het gebruik nodig is, met inbegrip van de toegangen vanuit de meest nabij gelegen weg, en vermeldt de datum van het begin van de verrichtingen en de duur ervan.

Het besluit wordt per aangetekend schrijven betekend aan de eigenaar van de site en de commissie.

Binnen tien dagen na ontvangst van deze kennisgeving informeert de eigenaar de huurder of de gebruiker van het onroerend goed hieromtrent per aangetekend schrijven. De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

De bij het besluit bedoelde archeologische peilingen of opgravingen kunnen door de gemachtigde personen ondernomen worden binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het besluit aan de betrokken eigenaar.

#### § 2. Het besluit van de Regering :

1° bepaalt het goed of het geheel van de onroerende goederen die bij de uit te voeren archeologische verrichtingen betrokken zijn en bepaalt de voorwaarden waaronder ze uitgevoerd worden;

2° duidt de personen aan die gemachtigd zijn voor de archeologische verrichtingen en bakent de omtrek af waarvan het gebruik nodig is, met inbegrip van de toegangen vanuit de meest nabij gelegen weg;

3° vermeldt de datum van het begin van de archeologische verrichtingen en werken alsook de termijn waarbinnen ze voltooid moeten zijn.

Het besluit wordt gelijktijdig aan de gemachtigde personen en aan de eigenaar van het (de) betrokken onroerend(e) goed(eren) gericht.

Binnen tien dagen na de kennisgeving brengt de eigenaar de huurder of gebruiker van het betrokken onroerend goed per schrijven op de hoogte. De aan de eigenaar gerichte kennisgeving vermeldt deze verplichting.

Binnen vijftien dagen na de verzending van het besluit kunnen de bevoegde personen de archeologische verrichtingen aanvatten.

De Regering mag wegens algemeen nut de onteigening van een onroerend goed voortzetten dat archeologische goederen daadwerkelijk of vermoedelijk bevat, of bevat heeft, met het oog op hun opgraving, onderzoek of valorisering.

Bij het verstrijken van de in artikel 1,3°, bedoelde bezettingstermijn dient de archeologische site te worden hersteld in de staat waarin hij zich bevond vóór de uitvoering van de in hetzelfde artikel bedoelde werken, tenzij een procedure tot opname van de site op de monumentenlijst of tot onteigening van de site wegens algemeen nut begonnen is.

#### Titel IX. — *Operationele en onroerende bepalingen*

##### HOOFDSTUK I. — *Operationele bepalingen*

Art. 43. Volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering, kan het Gewest een subsidie aan elke privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon toekennen :

1° voor studies of handelingen en dringende werken, van onderhoud of instandhouding van een goed dat op de beschermingslijst of op de monumentenlijst staat;

2° voor studies of handelingen en herstelwerken betreffende een beschermd goed.

Volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering, kan het Gewest een subsidie aan elke privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon toekennen :

1° voor de opwaardering van een beschermd goed;

2° voor handelingen en werken betreffende de uiterlijke verfraaiing van gebouwen gelegen in een beschermingsgebied, met stippen opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of opgenomen in de gemeentelijke inventaris;

3° voor handelingen en werken betreffende het klein volkspatrimonium;

4° voor de uitvoering van archeologische verrichtingen en de verzameling van archeologische goederen in erkende bewaarplaatsen die toegankelijk zijn voor de vorsers;

5° voor handelingen en werken betreffende de bescherming, het herstel of de opwaardering van archeologische goederen;

6° voor de opening voor het publiek van beschermd goederen.

De Regering kan de modaliteiten vastleggen voor de tussenkomst van de provincie en de gemeente in de restauratiekosten van de beschermd goederen op basis van hun bestemming.

Art. 44. Wanneer het Gewest tussenkomt in de kosten van de handelingen en werken betreffende een beschermd goed opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 20, kan het een raamovereenkomst met de opdrachtgever sluiten.

De Regering bepaalt de inhoud en de modaliteiten van de inwerkingstelling van elk kaderakkoord. Het kaderakkoord stelt de duur en de kalender vast voor de uitvoering van de restauratiewerken die, naar gelang van hun omvang, over meerdere jaren kunnen lopen.

Het kaderakkoord bepaalt de globale en jaarlijkse tegemoetkoming van elke partij in de kosten van de handelingen en werken.

Art. 45. Volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering, kan het Gewest een Gewestelijk centrum voor de instandhouding en de studie van archeologische goederen verplaatst van hun plaats van herkomst inrichten of laten inrichten.

#### HOOFDSTUK II. — *Onroerende bepalingen*

Art. 46. De Regering ondersteunt de eigenaar van een beschermd goed.

De bijstand van de Regering bestaat erin :

1° het goed bijeen te brengen bij aankoop of de eigenaar bij te staan voor het beheer van dat goed en, indien nodig, de onmiddellijke instandhouding ervan te verzekeren door uitvoering van dringende of vochtwerende werken;

2° het bestuderen van de mogelijkheden om het goed een nieuwe bestemming te geven;

3° het zoeken naar privé of openbare investeerders voor de aankoop of verhuring van het goed of voor elke andere formule tot terbeschikkingstelling van het goed door opbouw van een handelsstrategie op grond van de studie over de mogelijkheid van een ander gebruik;

4° op grond van een programma voor een nieuw gebruik van het goed, hetzij voor eigen rekening hetzij voor een gemachtigde derde bewust optreden als opdrachtgever voor de restauratiewerken;

5° het verkopen, het verhuren of het terbeschikkingstellen bij middel van iedere andere formule van het goed dat een nieuwe bestemming heeft gekregen of gaat krijgen.

Om de bijstand door de Regering uit te voeren en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, kan de erfgoedadministratie :

1° aan de Regering voorstellen de onteigening voort te zetten wegens algemeen nut van beschermd goederen bedreigd met verwaarlozing, verval of vernietiging;

2° een recht van voorkoop doen gelden ten voordele van het Waalse Gewest op de goederen bedoeld in 1°, volgens de bepalingen bedoeld in Titel II van Boek VI van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling;

3° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht die nuttig is voor de bijstand;

4° alle activiteiten met een rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de bijstand van de Regering ontwikkelen en uitvoeren.

#### Titel X. — *Schadevergoedingen*

Art. 47. § 1. De eigenaars mogen een schadevergoeding ten laste van het Waalse Gewest aanvragen wanneer een bouw- of bebouwingsverbod dat enkel uit de opname van een onroerend goed op de monumentenlijst voortvloeit, een einde maakt aan het gebruik of aan de bestemming van dat goed de dag voor de inwerkingtreding van het besluit tot opname op de monumentenlijst.

§ 2. Het recht op vergoeding ontstaat op het ogenblik dat de bouw- of bebouwingsvergunning alsook de in artikel D.IV.106 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bedoelde vergunning geweigerd wordt of wanneer een negatief stedenbouwkundig attest wordt afgegeven. Alleen de waardevermindering die het gevolg is van het bouw- of bebouwingsverbod kan in aanmerking komen voor de vergoeding. Deze waardevermindering moet zonder vergoeding gedragen worden ten belope van twintig percent van deze waarde.

De schadevergoeding wordt verminderd of geweigerd wanneer of voor zover is vastgesteld dat de eigenaar voordeel haalt uit de opname van het onroerend goed op de monumentenlijst.

Het Gewest mag zich vrijstellen van zijn verplichting tot schadevergoeding hetzij door het goed af te kopen, hetzij door de voorschriften van het besluit tot opname op de monumentenlijst die aan de basis liggen van het recht op schadevergoeding te wijzigen overeenkomstig de artikelen 16 en volgende.

§ 3. Er is geen enkele schadevergoeding verschuldigd :

1° wanneer de eigenaar het goed heeft aangeworven toen het reeds op de monumentenlijst stond;

2° uit hoofde van het verbod uithang- en reclameborden te plaatsen op een onroerend goed opgenomen op de monumentenlijst;

3° uit hoofde van het verbod gevaarlijke, hinder veroorzakende en ongezonde inrichtingen langer uit te baten dan de periode waarvoor de exploitatiemachtiging werd toegekend;

4° wanneer de eigenaar de opname van zijn goed op de monumentenlijst zelf heeft aangevraagd of er uitdrukkelijk mee ingestemd heeft.

§ 4. Het Gewest mag de terugbetaling van de met de wettelijke interesten vermeerderde schadevergoeding vragen aan de begunstigten, hun rechthebbenden of rechtverkrijgenden, zodra het onroerend goed van de lijst afgevoerd is.

§ 5. De vorderingen verjaren één jaar na de dag waarop het recht op vergoeding of de terugbetaling van de vergoeding ontstaat.



Art. 48. Indien de bezwaarindiener een bewijs levert wordt een vergoeding toegekend voor het herstel van materiële schade die het gevolg is van :

1° krachtens artikel 33 uitgevoerde archeologische verrichtingen waarvan de duur langer dan dertig dagen zou zijn, onwerkbare dagen niet meegerekend;

2° de schorsing van de uitvoering van een vergunning of van haar intrekking zoals bedoeld in artikel 41;

3° de in artikel 42 bedoelde inbezitneming van de plaats;

4° de verlenging van de in artikel 40 bedoelde termijn van vijftien dagen voor zover de totale termijn meer dan dertig dagen telt, onwerkbare dagen niet meegerekend.

De vergoeding wordt door de Regering vastgesteld en toegekend.

Bij betwisting bepaalt de rechter de vergoeding.

Er is geen vergoeding verschuldigd indien de eigenaar en de aannemer van de werken tijdens dewelke de toevallige vondst gedaan werd hun verplichting tot aangifte bedoeld in artikel 249 niet nagekomen zijn.

Indien de bezwaarindiener een bewijs levert wordt een vergoeding toegekend voor het herstel van materiële schade die het gevolg is van :

1° krachtens artikel 34 uitgevoerde archeologische verrichtingen waarvan de duur langer dan zestig dagen zou zijn, onwerkbare dagen niet meegerekend;

2° de verlenging van de in artikel 40, derde lid, bedoelde termijn van vijftien dagen voor zover de totale termijn meer dan zestig dagen telt, onwerkbare dagen niet meegerekend;

3° de schorsing van de uitvoering van een vergunning of van haar intrekking zoals bedoeld in artikel 41;

4° de in artikel 42, § 1, bedoelde inbezitneming van de plaats;

5° het in artikel 42, § 2, zesde lid, bedoeld herstel van de site, bij gebrek aan onteigening of opname van de plaats op de monumentenlijst.

De vergoeding wordt door de Regering vastgesteld en toegekend.

Er is geen vergoeding verschuldigd indien de eigenaar en de aannemer van de werken tijdens dewelke de toevallige vondst bedoeld in artikel 40 gedaan werd hun verplichting tot aangifte niet nagekomen zijn.

#### Titel XI. — *Kennis en sensibilisering van het publiek voor de bescherming van het onroerend cultureel erfgoed*

Art. 49. Volgens de bepalingen die zij vastlegt, kan de Regering :

1° elke educatieve actie ondernemen om bij de publieke opinie een bewustzijn van de waarde van het erfgoed aan te moedigen en te ontwikkelen door de kennis van het verleden en het gevaar dat dit erfgoed bedreigt;

2° de publieke opinie sensibiliseren voor de gewestelijke inventaris van het erfgoed en de archeologische kaart, voor de kennis, de bescherming en de valorisatie van het erfgoed alsook voor de desbetreffende know-how.

Art. 50. Volgens de bepalingen die zij vastlegt, kan de Regering :

1° publicaties en andere mediadragers betreffende het erfgoed uitvoeren of verspreiden of laten uitvoeren of verspreiden of één of meerdere subsidies daartoe toekennen;

2° elke persoon houder van een zakelijk recht op een goed dat tot het erfgoed behoort, al dan niet beschermd, sensibiliseren en aanmoedigen met het oog op de valorisatie, de bevordering, de toegang of de opvang met of zonder verblijf, met toeristische doeleinden of één of meerdere subsidies daartoe toekennen;

3° colloquia en wetenschappelijke of populair-wetenschappelijke manifestaties organiseren of laten organiseren of één of meerdere subsidies daartoe toekennen;

4° een subsidie toekennen aan elke vereniging zonder winstoogmerk, stichting van openbaar nut, provincie, intercommunale, gemeente of instelling voor hoger onderwijs om de uitgaven te dekken die nodig zijn voor de uitvoering van initiatieven of activiteiten tot sensibilisering voor het erfgoed;

5° een werkingstoelage toekennen aan elke vereniging zonder winstoogmerk of stichting van openbaar nut die één of meerdere acties van gewestelijk belang voert, waarvan de potentiële gevolgen het geheel van het grondgebied van het Gewest betreffen, volgens de modaliteiten bepaald in een jaarlijkse kaderovereenkomst en die niet gebonden zijn aan een percentage noch aan een bijzonder plafond;

6° de toegang tot de voornaamste bestanddelen van het erfgoed bevorderen, de tentoonstelling aan het publiek van selecteerde archeologische goederen aanmoedigen of één of meerdere subsidies daartoe toekennen;

7° subsidies toekennen om de uitgaven te dekken die nodig zijn voor de organisatie van de "Journées du Patrimoine" en voor de daaruit voortvloeiende initiatieven voor de jeugd;

8° de publieke opinie sensibiliseren voor het klein volkspatrimonium op basis van de typologie die zij vastlegt, in voorkomend geval op voorstel van de Commissie of van de gemeentelijke commissie van de betrokken gemeente, of één of meerdere subsidies daartoe toekennen;

9° een subsidie toekennen aan elke gemeente voor de opmaak van de gemeentelijke inventaris bedoeld in artikel 12.

#### Titel XII. — *Erfgoedberoepen*

Art. 51. Volgens de bepalingen die zij vastlegt, zorgt de Regering voor de instandhouding van de knowhow en de opleiding in de erfgoedberoepen.

Art. 52. De instandhouding en de opleiding bedoeld in artikel 51 bestaan erin :

1° de aanbidding van theoretische en praktische opleidingen in de beroepen en technieken voor de instandhouding van het erfgoed, in samenwerking met de gewestelijke vormingsinstellingen, en een erkenningssysteem van deze opleidingen invoeren;

2° de inrichting van een onthaalinfrastuctuur die kan bijdragen tot de goede werking van deze opleidingen;

3° de inzameling van alle documentatie betreffende de ambachten i.v.m. het erfgoed en de verspreiding ervan, in voorkomend geval, via het "Centre régionale de documentation";

4° de inrichting van manifestaties, activiteiten en vergaderingen om onder meer de door het Europees netwerk van erfgoedambachten opgelegde doeleinden te verwezenlijken;

5° de afsluiting van overeenkomsten en de samenwerking met bevoegde instellingen terzake en de deelneming aan de initiatieven van het Gewest inzake vorming;

6° de bevordering garanderen van die vormingen in België en in het buitenland, evenals de verspreiding in het buitenland garanderen in het kader van de internationale samenwerking.

Titel XIII. — *Domein van het Gewest dat tot het erfgoed behoort*

Art. 53. Volgens de bepalingen die zij vastlegt en voor de lijst van de goederen die zij bepaalt, zorgt de Regering voor de valorisatie van het geheel of en deel van de beschermde goederen die onder het domein van het Gewest valt.

De valorisatie bestaat erin :

- 1° overeenkomsten sluiten om het interventiebereik van elkeen van de betrokken gewestelijke besturen op de goederen ingeschreven op de lijst bepaald door de Regering af te bakenen;
- 2° projecten opzetten voor de toewijzing of nieuwe toewijzing van die goederen;
- 3° voor deze goederen, de valorisatie, de bevordering, de toegang en het onthaal van het publiek verzekeren;
- 4° investeringen verrichten die onontbeerlijk zijn voor de concretisering van de projecten bedoeld in punt 2° en, in voorkomend geval, het rechtstreekse of overgedragen bouwheerschap over die investeringen op zich nemen;
- 5° de exploitatie van die goederen op zich nemen of toevertrouwen nadat die investeringen eenmaal verricht zijn;
- 6° openbare manifestaties organiseren of laten organiseren op of in die goederen en daarover publicaties uitgeven of laten uitgeven;
- 7° de eventuele inkomsten die met hun beheer of de manifestaties verband houden, ontvangen en opnieuw toewijzen op die goederen.

Art. 54. Volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en binnen de perken van de begrotingskredieten kan het Gewest een jaarlijkse werkingstoelage toekennen aan de natuurlijke of rechtspersonen die ze belast met de uitbating van de in artikel 53 bedoelde beschermde goederen.”.

*Afdeling 2. — Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 3.** In artikel 81, § 1, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de decreten van 23 juni 2016 en 20 juli 2016, worden de woorden “bedoeld in artikel D.IV.17, eerste lid, 3°, van het Wetboek” vervangen door de woorden :

“onroerende goederen die opgenomen zijn op de monumentenlijst of op de beschermingslijst, of voorlopig aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst zijn onderworpen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek”.

*Afdeling 3. — Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen*

**Art. 4.** In artikel 83, § 1, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, gewijzigd bij artikel 36 van het decreet van 20 juli 2016 worden de woorden “bedoeld in artikel 109 van het “CWATUPE”” vervangen door de woorden :

“onroerende goederen die opgenomen zijn op de monumentenlijst of op de beschermingslijst, of voorlopig aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst zijn onderworpen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek”.

*Afdeling 4. — Wijzigingen aangebracht aan het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling*

**Art. 5.** Artikel D.I.4, § 1, eerste lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt aangevuld als volgt :

“6° over de beschermingsprojecten in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek als er geen gemeentelijke commissie bedoeld in artikel D.1.7. bestaat.”.

**Art. 6.** In artikel D.IV.1, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) punt 3° wordt opgeheven;
- b) punt 4° wordt punt 3° en de woorden “bedoeld in artikel 216/1, § 2,” worden vervangen door de volgende woorden :

“de voorafgaandelijke aangifte bedoeld in artikel 25, eerste lid, 1°”;

c) punt 5° wordt opgeheven;

d) het tweede lid van paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt:

“Die lijst geldt echter niet voor handelingen en werken betreffende goederen, die op de monumentenlijst of op de beschermingslijst opgenomen zijn of voorlopig onderworpen zijn aan de gevolgen van de bescherming.

De Regering kan, voor de goederen gelegen in een beschermingsgebied, met stippen opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed, opgenomen in de gemeentelijke inventarissen, of betreffende het klein volkspatrimonium, vrijstellingen van de stedenbouwkundige vergunning voorzien die niet van toepassing zijn.”.

**Art. 7.** In artikel D.IV.4, eerste lid, 16°, van hetzelfde Wetboek, vervallen de woorden “van artikel 187, 11°”.

**Art. 8.** In artikel D.IV.17, lid 1, punt 3°, van hetzelfde Wetboek wordt punt 1 vervangen als volgt:

“3° voor het Franse taalgebied, wanneer de aanvraag betrekking heeft op goederen die op de monumenten- of beschermingslijst staan, voorlopig onderworpen aan de gevolgen van de bescherming, bedoeld in de archeologische kaart, of gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Erfgoedwetboek”.

**Art. 9.** In artikel D.IV.22, eerste lid, 11°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in artikel 187, 12°” vervangen door de woorden “in artikel 20”.

**Art. 10.** In artikel D.IV.31, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden “dat op de beschermingslijst staat, beschermd is, of voorlopig onderworpen is aan de gevolgen van de bescherming” en worden de woorden “in artikel 209” vervangen door de woorden “in artikel 21”.

**Art. 11.** In artikel D.IV.35 van hetzelfde Wetboek wordt punt 1 vervangen als volgt :

“Voor het Franse taalgebied, vereist de aanvraag tot vergunning of stedenbouwkundig attest nr. 2, wanneer de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken betreffende :

- a) een goed dat opgenomen is op de monumentenlijst of op de beschermingslijst, of voorlopig aan de gevolgen van de opname op de monumentenlijst is onderworpen in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek, het eensluitend advies van de erfgoedadministratie en het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen;